



Bonjour à tous !

Voici qu'arrivent déjà à grands pas les vacances d'été !!! Pour bon nombre d'entre vous, ces vacances riment avec camps, stages, ateliers,... C'est le moment pour vous de mettre en place des activités récréatives, ludiques et sportives,... C'est aussi un moment où vous pourrez prendre du recul, évaluer votre année et réfléchir à votre plan d'actions pour l'année scolaire prochaine.

Pour la Fédération, l'arrivée du mois de juin est synonyme d'Assemblée Générale, de rapports d'activités et de plan d'actions. Au risque de nous répéter, la Fédération a, pour objectif principal, ces deux prochaines années, le renforcement de la visibilité et de la reconnaissance des écoles de devoirs.

Plusieurs actions concrètes ont déjà été menées, ces derniers mois en ce sens, notamment par notre présence au Salon des Mandataires Communaux à Marche, la mise en place d'un partenariat avec La Boîte à Images pour le projet d'exposition et de livre, ainsi que la réalisation de dépliants de présentation des écoles de devoirs et de leurs actions concrètes, destinés aux professionnels et au public au sens large.

Nos différents mandats dans les diverses commissions participent également à mettre en avant le rôle primordial joué par les écoles de devoirs, au cœur du système éducatif.

Nous continuons également notre travail d'interpellation auprès des cabinets ministériels de la Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé et du Ministre de la Jeunesse et de la Promotion sociale. Ces interpellations ont pour objectif, une revalorisation de notre secteur, une prise en compte des difficultés rencontrées et un meilleur soutien financier !

Rappelons que notre newsletter, le Fil d'Infos, La Filoche et notre site Internet, ... sont aussi des outils qui permettent d'améliorer la visibilité de notre secteur. Ceux-ci sont régulièrement mis à jour, afin qu'ils puissent répondre à vos besoins, ainsi qu'à vos attentes.

Il en est de même pour le choix des thématiques abordées dans La Filoche. Celles-ci sont déterminées en commission, composée notamment, d'animateurs en écoles de devoirs. Les sujets ainsi sélectionnés ont pour objectif de vous suggérer des pistes de réflexions, en lien avec les difficultés rencontrées sur le terrain.

Ce numéro aborde la place du triangle éducatif et la dynamique qui mobilise un certain nombre d'acteurs autour des enfants.

A l'heure où le taux d'échecs et de décrochages scolaires est en augmentation croissante, l'idée d'un partenariat significatif entre les différents acteurs de l'éducation semble de plus en plus incontournable. En effet, si chacun (parents, enseignants, animateurs en écoles de devoirs,...) se considère comme partenaire et non comme concurrent ; qu'ensemble, ils apprennent à communiquer, échanger des points de vue pour chercher et trouver des solutions aux difficultés rencontrées par l'enfant... le résultat de cette démarche constructive, contribuerait à porter d'autres regards sur les pratiques des uns et des autres. L'ensemble de ces actions concrètes, mises en place au profit de ces enfants, relèverait d'une parfaite complémentarité et encouragerait davantage ces derniers à s'investir dans cette dynamique.

Dans notre société d'aujourd'hui, de plus en plus individualiste et capitaliste, chacun des acteurs de l'éducation doit pouvoir se sentir reconnu, soutenu et savoir qu'il n'est pas seul.

Contribuer à l'élaboration d'un environnement sain dans lequel tous les partenaires exercent leur rôle en complémentarité et où la famille reste le premier lieu de l'éducation de l'enfant, tel est notre principal objectif !

En vous souhaitant une bonne lecture !

Stéphanie DEMOULIN
Coordinatrice

Pierre VENDY
Président

SOMMAIRE

p4-5 Actualité en bref

- Les EDD au Salon des Mandataires
- Revalorisation du secteur EDD auprès des pouvoirs politiques
- Retards du versement de subsides aux EDD
- Calendrier des formations des coordinations des EDD

Actualités du secteur

- p6 - La journée des enfants
- p7 - Les écoles de devoirs: une réalité à (re)découvrir!
- p9 - Les enfants ont des droits, dont celui d'être écoutés
- p11 - Un référentiel psychopédagogique
- p13 - Précisions de l'ONE par rapport au référentiel

p14 Face à face

- Interview de la Ministre Catherine Fonck : Renforcer l'implication des parents dans le parcours scolaire de l'enfant

Dossier : Triangle ou système éducatif?

- p16 - Famille-école-EDD: un triangle de communication autour de l'enfant
- p18 - Le partenariat école-EDD-famille: une compétence professionnelle à construire ?
- p25 - La place des parents dans le système éducatif
- p29 - Le point de vue de la FFEDD: École-école de devoirs: quel partenariat peut-on réellement envisager ?

Du côté des écoles de devoirs:

Travailler en collaboration avec l'école

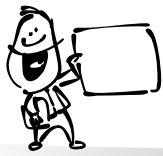
- p30 - La Marguerite au sein des écoles...
- p31 - Ateliers des Enfants de Flémalle

Travailler en collaboration avec les parents

- p33 - La place des familles au "Courant d'air"
- p34 - Prenons le temps de vivre ensemble: projet parentalité organisé par l'EDD Reine Astrid
- p35 - Pour approfondir le sujet

p36 Infos pêle-mêle





■ ■ ■ Les écoles de devoirs représentées au Salon des Mandataires à Marche-en-Famenne

Ces 14 et 15 février derniers, se tenait la 3ème édition du Salon des Mandataires communaux au Wallonie Expo à Marche-en-Famenne. Une belle occasion pour la Fédération de renforcer l'image des écoles de devoirs auprès des représentants des pouvoirs locaux.

Le Salon des Mandataires est organisé par l'équipe de Philippe Courard, Ministre régional wallon des affaires intérieures et de la fonction publique. En trois ans, ce salon est devenu l'événement incontournable pour toute personne (privée ou publique) qui travaille avec les pouvoirs locaux au sens large (communes, CPAS, intercommunales, fonctionnaires wallons). Inspiré du Salon des Maires en France (dont c'était la 90ème édition en novembre dernier), le Salon des Mandataires connaît un succès grandissant (plus de 7000 visiteurs pour l'édition 2008) auprès des représentants des pouvoirs locaux. Il offre à ces derniers la possibilité de découvrir les produits et services des nombreux exposants

de ce salon (sociétés privées, administrations, associations).

En effet, cette année, pas moins d'une quarantaine d'associations d'utilité publique ont été invitées par le Ministre, dont notamment, les organisations de jeunesse via le stand du Conseil de Jeunesse et d'Expression Française (CJEF), considérées à part entière comme acteurs de la vie communale. Afin de représenter les organisations de jeunesse, nous avons pu être présent à ce salon. Soucieuse de renforcer l'image professionnelle des écoles de devoirs auprès des mandataires locaux, nous avons pu profiter de notre présence au salon



pour leur montrer le travail réalisé par les EDD, dont ils ne connaissent souvent que le nom. A l'issue de ce salon, de nombreux contacts ont été pris. Les échanges ont été constructifs. A l'avenir, cela permettra très certainement aux EDD, mais aussi aux organisations de jeunesse au sens large, d'obtenir enfin la reconnaissance et le soutien qu'elles méritent.

Sources : www.amf.asso.fr - www.courard.be - www.gov.wallonie.be

■ ■ ■ Revalorisation du secteur des EDD auprès des pouvoirs politiques: la Fédération renforce ses actions !



Depuis quelques mois, nous avons entamé des négociations avec les Cabinets ministériels de la Jeunesse et de l'Enfance. Ce dossier a fait l'objet, dans un premier temps, de plusieurs rencontres avec les représentants du Ministre Tarabella, Ministre de la Jeunesse. L'objectif est de valoriser notre secteur en tenant compte des prescrits du décret.

Nul n'ignore que notre secteur manque singulièrement de moyens pour mener à bien nos missions. Chaque jour, les animateurs et coordinateurs des EDD s'impliquent pour donner aux enfants en difficulté des outils pédagogiques pour une insertion sociale et culturelle réussie. Malheureusement, faute de moyens, et malgré le travail admirable réalisé quotidiennement avec les enfants, le secteur ne bénéficie ni des moyens financiers ni de la notoriété qu'il mérite.

C'est là que nous nous mobilisons. Dans la perspective de vous donner à tous la possibilité de continuer à

remplir votre mission dans de bonnes conditions, nous avons rencontré dernièrement les représentants du Ministre Tarabella. D'autres démarches vont être entreprises auprès de la Ministre Fonck. L'objectif étant de démontrer aux pouvoirs politiques la légitimité de nos missions et surtout les besoins réels y afférents (locaux, matériel, personnel rémunéré, formations, frais de fonctionnement, etc...). Lors de notre première rencontre, le représentant du Ministre a souhaité obtenir une vue d'ensemble du secteur. C'est ce que nous lui avons précisé lors d'un second rendez-vous. Nous pouvons

constater que les négociations avancent de manière constructive !

Comme nous vous en parlions dans notre édit de La Filoche de janvier, 2008 sera pour nous une année où nous renforcerons nos actions pour valoriser le travail réalisé en EDD et améliorer le soutien financier du secteur. Il y a fort à parier que d'ici quelque temps, nous serons enfin en mesure de nous positionner comme un des acteurs incontournables de l'univers éducatif de nos chères têtes blondes...



■ ■ ■ Retards du versement de subsides aux EDD: la Fédération interpelle l'ONE en Commission d'Avis

Nous vous parlions dernièrement de nos démarches auprès des pouvoirs subsidants concernant la notification et le paiement tardifs des subsides. Lors d'une précédente Commission d'Avis des écoles de devoirs, nous avons évoqué les problèmes du délai de versement des subventions. Des dossiers retournés incomplets seraient à l'origine des retards de paiement...

Le 24 janvier dernier s'est tenue la réunion de la Commission d'Avis dans les locaux de l'ONE à Bruxelles.

Conscients que ces retards engendrent de gros problèmes de gestion au sein des EDD, les Coordinations et nous avons saisi l'occasion pour demander à l'ONE des précisions quant aux causes du retard de paiement des subsides. En effet, nous souhaitons obtenir de l'ONE des délais de versement de subsides raisonnables, qui tiennent compte de la réalité du terrain. Ceci afin de vous permettre de vous concentrer sur le travail avec les enfants.

Pour rappel, cette année vous deviez rentrer vos demandes de subsides 2007-2008 ainsi que la liquidation du subside 2006-2007 pour le 30 septembre. D'après l'ONE, tous les

dossiers de demande de subsides auraient été bloqués à cause d'une quarantaine de dossiers incomplets. Nous avons donc vivement insisté sur le fait que nous devons, en tant que Fédération mais aussi pour les Coordinations, absolument être informés de l'évolution du traitement de ces dossiers. D'autant plus que les Coordinations, étant plus souvent en contact avec les EDD, peuvent rapidement comprendre et régler le problème. Nous avons aussi rappelé les conséquences d'un tel retard sur les projets à long terme des EDD. En effet, si pour vous tous, le mois d'avril rime avec subsides, mettre à profit ces subsides pour un réel projet, en seulement deux mois, n'est pas chose aisée.

Suite à notre interpellation, l'ONE a

promis de nous tenir informés du suivi des dossiers mais seulement pour les EDD affiliées. De plus, l'année prochaine, le blocage éventuel de dossiers incomplets ne devrait plus poser de problème. En effet, dans les nouveaux arrêtés d'application entrés en vigueur en octobre 2007, un système de "réserve" pour les dossiers incomplets est prévu et ne devrait plus "sanctionner" les EDD qui sont en ordre.

Faut-il le rappeler, si les missions des EDD sont principalement axées sur l'épanouissement des enfants, celles de la Fédération et des Coordinations sont, notamment, de donner aux EDD les moyens d'atteindre cet objectif. Représenter, soutenir et défendre les EDD auprès des pouvoirs politiques, tels sont nos objectifs !

Les rendez-vous de la coordination des EDD de Liège



Déjeuners-débat

Mardi 20 mai : **"Tous créatifs"** à l'asbl Sima, rue de la Grappe 22 à Verviers.

Jeudi 19 juin : la **"Déontologie en EDD"** à la Maison du social à Liège.

Séance d'infos, sujets alternatifs

Mardi 6 mai : Temps d'voir sur **les Jeux coopératifs** à Verviers (Sima).

Mardi 10 juin : Temps d'voir : **découverte de jeux** à la Parenthèse, 11, rue des Carmes, à 4000 Liège.

Pour en savoir plus : Aedl - Rue Stéphany 7 à 4000 Liège - tel/Fax : 04/233.69.07 - e-mail : aedl@live.be

...et de la coordination des EDD de Namur/Luxembourg

Déjeuner – débat

Le 22 mai de 9h30 à 12h30 au Hall de Plomcot à Namur sur **"Travailler avec les primo-arrivants : introduction à la prochaine formation alpha"**.

Formatrices : *Igbal Bajaktari (médiatrice de la Ville de Namur) et Laurence Durdu (CAI Namur)*

Gratuit (affiliés), 5€ (non-affiliés).

Pour en savoir plus : Cedd Nam-Lux - Avenue des Champs Elysées 39 bt 134 à 5000 Namur - tel: 081/23.03.37 -

Fax: 081/23.03.39 - e-mail: coordoedd_namlux@skynet.be



Ca se passe près de chez vous ! Les informations locales

La journée des enfants



...en Hainaut



Chaque année, la **Coordination des Écoles De Devoirs du Hainaut** organise une journée consacrée aux enfants fréquentant les écoles de devoirs du Hainaut. Cette journée est l'occasion pour l'ensemble des enfants et des animateurs en EDD de se rencontrer et d'échanger autour de diverses pratiques.

Cette année, nous avons voulu que ce jour soit plus qu'une simple rencontre. Nous avons voulu rendre les enfants acteurs de cette journée festive !
Durant toute une année, les EDD se sont lancées dans un projet de **sensibilisation culturelle et de développement de la créativité**. Les enfants ont ainsi travaillé à la création de projets divers et variés en ateliers animés par les animateurs des écoles de devoirs.

Les EDD qui ont participé au projet sont les suivantes :

La Buissonnière à La Louvière - Centre Coordonné de l'Enfance à Châtelet, Gerpinnes, Presles, Charleroi et Chapelle-lez-Herlaimont - Mini Monde à Marchienne-au-Pont - Reine Astrid à Mons - El Majone à Châtelet - Utopie (Valérie) à La Louvière - Le cartable joyeux à Dottignies - Hainaut Culture Démocratie à Mons - Saint Vincent de Paul à Leuze-en-Hainaut.



Afin de récompenser le travail des enfants, nous avons tenu à organiser la journée de clôture du projet dans un endroit à la hauteur de la tâche accomplie : le Théâtre de La Louvière !
Les enfants pourront se produire sur scène, comme de véritables artistes et ils présenteront le fruit de leurs créations.

Au programme : **théâtre - peinture - défilé de mode - montage vidéo et bien d'autres surprises...**

Nous vous convions à venir assister le **samedi 28 juin 2008, dès 14h au Théâtre de La Louvière** (Place Communale) à la présentation des projets réalisés par les enfants des écoles de devoirs du Hainaut.

Pour plus d'infos : <http://www.ceddh.be> - Tél/fax : 064/21.46.56

...et à Namur !



La **Coordination des Écoles De Devoirs de Namur – Luxembourg** organise également chaque année une journée consacrée aux enfants fréquentant les écoles de devoirs des provinces de Namur et du Luxembourg. Celle-ci aura lieu le **24 mai 2008 de 10h à 17h au Hall de Plomcot**, avenue des Champs Elysées à Namur.

Le thème de la journée est « **Festival des Ecoles de Devoirs, la créativité à l'honneur...** ».

Au programme : **spectacles musicaux, expositions permanentes, animations diverses (créatives et récréatives), petite restauration,...**

Pour plus d'infos : Tél.: 081/23.03.37 - Fax: 081/23.03.39 - E-mail: cooroeedd_namlux@skynet.be



Les écoles de devoirs: une réalité à (re)découvrir!

Préscilla Debecq, Chargée de projets

Coordinations des Ecoles de Devoirs du Hainaut

Extrait du Contre Acte n°4

Lors d'une rencontre qui s'est déroulée le 9 janvier dernier avec les Coordinations régionales (Namur, Liège, Brabant wallon et le Hainaut) et la Fédération Francophone des écoles de devoirs, nous avons évoqué les problématiques rencontrées par chacun sur le terrain.

Parmi les difficultés énoncées, nous avons relevé le manque de visibilité du secteur EDD et une mauvaise perception de ce qu'est une école de devoirs et des missions qu'elle remplit.

Notre secteur est un secteur méconnu mais également très jeune au niveau de son existence légale. Nous l'avons déjà évoqué, les écoles de devoirs sont régies par le décret de 2004, relatif à la reconnaissance et au soutien des EDD.

La méconnaissance du public sur les missions et finalités des EDD peut se comprendre pour diverses raisons:

La désignation du secteur

En effet, le nom « École De Devoirs » indique, de prime abord, qu'il s'agit d'une école où l'on fait ses devoirs. Le terme est peut-être mal choisi ou ambigu mais doit s'entendre comme une école de vie, un espace où l'on apprend aux enfants à apprendre de manière différente, un lieu qui doit lui permettre de réveiller sa créativité, de s'ouvrir à la culture et aux cultures, d'apprendre à être un citoyen responsable et autonome. Enfin, un espace qui lui permet de s'exprimer. L'école de devoirs va lui offrir des outils pour s'épanouir et s'intégrer socialement.

Manque de moyens, de temps et d'outils

Pour soutenir et compléter ce qui vient d'être énoncé, il est indispensable de souligner que le secteur manque de personnel, de moyens financiers et d'outils pour proposer des activités plus ludiques, d'ouverture à la créativité et à la culture et d'éducation à la citoyenneté.

De plus, le manque de temps et d'expérience sont également à pointer du doigt. En effet, les animateurs ne possèdent pas toujours les compétences nécessaires pour répondre à l'ensemble des missions d'une EDD. La formation initiale d'animateur ou de coordinateur en EDD ainsi que les formations continues proposées par la Fédération et les Coordinations permettent de mieux outiller les acteurs du terrain. Cependant, aucune obligation n'est indiquée dans le décret pour pousser les animateurs et coordinateurs à suivre ces formations pourtant plus qu'utiles.

Les EDD sont trop axées sur le soutien scolaire

Il est un constat indéniable que la majorité des EDD font principalement du soutien scolaire. Cet aspect est indiqué dans le décret qui insiste sur l'importance d'accompagner l'enfant dans la réalisation de ses devoirs. Mais il est utile de souligner et de rappeler qu'une EDD a d'autres missions à remplir: à savoir la participation citoyenne, le développement de la créativité, l'émancipation sociale et les activités interculturelles. Elle n'est pas présente pour remplacer l'école ! En effet, l'EDD va soutenir l'enfant, lui ré-expliciter ce qu'il n'a pas forcément compris, lui donner des outils lui permettant d'être autonome dans ses apprentissages. Mais l'EDD n'est en rien une école après l'école ! L'objectif est de cerner les raisons des difficultés scolaires et lui fournir des méthodes d'apprentissage différentes de celles utilisées dans le cursus scolaire qui pourront, peut-être, l'aider à mieux comprendre.



Déni de l'utilité de la créativité et de la culture

Orienter principalement le travail sur le soutien scolaire engendre parfois un oubli des autres missions à savoir : la créativité, la culture et la citoyenneté. Les raisons sont diverses :

D'une part, le fait que, comme exprimé précédemment, le secteur soit très mal connu, entraîne de la part des parents, une image que dans une école de devoirs, on doit faire les devoirs et éviter de « perdre du temps » dans d'autres activités plus ludiques.

Dans un second temps, les parents sont en attente d'améliorations considérables des résultats de l'enfant à l'école et voient l'EDD comme la solution aux problèmes et non pas comme une institution qui vise le développement global de l'enfant par le biais de divers outils. Il est parfois difficile de comprendre que la réussite, l'intégration et l'épanouissement de l'enfant passent aussi par d'autres voies que le soutien scolaire.



Le label "Ecole De Devoirs" n'est pas protégé !

Le secteur ne bénéficie d'une reconnaissance et de soutien qu'à la condition de répondre à certains critères dont, entre autre, un projet pédagogique en concordance avec les missions inscrites dans le décret. Malgré cela, toute structure peut se faire appeler " École De Devoirs " et agir sans être reconnue et subventionnée. Si cette structure ne ressent pas le besoin d'être reconnue mais qu'elle agit dans le respect des missions propres à une EDD, cela ne pose à priori aucun problème. Cependant, un grand nombre de structures se fait appeler " Écoles De Devoirs " alors qu'elles ne représentent absolument pas le secteur. Nous retrouvons par exemple des structures proposant des cours particuliers payants,... ce qui ne ressemble en rien aux services souvent gratuits offerts par une EDD.

Protéger l'appellation " Écoles De Devoirs " permettrait de protéger celles qui agissent dans le respect du code de qualité et munies d'un projet pédagogique répondant aux missions et dont l'objectif principal est l'épanouissement global de l'enfant. Cela permettrait d'accroître la visibilité du secteur et sa transparence. C'est pourquoi la Fédération et les Coordinations ont entamé des démarches auprès de la Ministre Fonck afin de mettre en oeuvre une procédure légale qui protège le nom " École De Devoirs ". Actuellement, la Ministre précise juste que les Écoles De Devoirs reconnues doivent indiquer partout l'appellation "EDD reconnue par la Communauté Française."

Face à l'ensemble de ces constatations, il nous semble incontestable que le secteur des Écoles De Devoirs mérite d'être défendu. C'est l'objectif principal de la Fédération en 2008 – 2009 ainsi que celui des Coordinations régionales. Nous mettrons en place de nouveaux projets permettant d'éclairer le public sur les réalités des Écoles De Devoirs et leurs missions telles que le projet d'exposition et de livre mis en place avec l'asbl La Boîte à Images. Ces projets auront pour but de permettre à tout un chacun de prendre conscience de l'utilité de telles structures et du travail qui y est mené.



Les enfants ont des droits dont celui d'être écoutés !



La Convention Internationale des droits de l'enfant a permis de faire d'énormes progrès pour le respect des enfants et de leurs droits. Toutefois, pour que cette Convention ne soit pas que de beaux mots, les Etats doivent rapporter, tous les 5 ans, ce qu'ils font pour améliorer la situation des enfants. Les États sont évalués par le Comité des droits de l'enfant à Genève qui formule des recommandations aux divers gouvernements sur ce qu'ils doivent encore faire pour améliorer leurs actions en matière des droits de l'enfant.

C'est aussi là que les enfants peuvent faire entendre leurs voix et leurs opinions ! Aux diverses associations et Organisations de Jeunesse à faire en sorte de rapporter leurs paroles pour participer à l'état des lieux de chaque nation.



En tant qu'Organisation de Jeunesse, notre Fédération est active au sein des travaux du Conseil de la Jeunesse d'Expression Française (CJEF) et en particulier au sein de la Commission Enfance. Cette dernière participe avec le Vlaamse Jeugdraad et l'UNICEF à la rédaction du rapport des enfants et des jeunes (âgés de 0 à 18 ans) qui sera remis en 2009 au Comité des droits de l'enfant à Genève. Le rôle de la Commission Enfance est de coordonner la collecte de paroles d'enfants et de jeunes et de rédiger la synthèse des paroles reçues ainsi que des revendications concrètes.



Afin de permettre à la Commission Enfance de récolter un maximum de paroles d'enfants, les Organisations de Jeunesse se mobilisent toutes, en fonction de leurs moyens. **Nous souhaitons ainsi pouvoir transmettre la parole des enfants qui fréquentent vos écoles de devoirs !!! En effet, eux aussi ont certainement beaucoup de choses à dire et n'en ont pas souvent l'opportunité !! C'est donc le moment pour eux de s'exprimer sur le sujet !!!**

Ces paroles, ces opinions, ne pourront être transmises que par votre intermédiaire. En effet, animateurs, formateurs, responsables,... vous êtes en contact avec les enfants et

les jeunes au quotidien. Vous avez sûrement déjà lancé des débats, des réflexions lors d'activités. Vous avez mené des actions à propos d'un thème qui les interpelle. De ces échanges, vous pouvez peut-être nous transmettre des paroles d'enfants ou même des créations, des dessins,... illustrant leurs positions par rapport à leurs droits. Il vous suffit alors de récolter ce que vous avez et de nous le transmettre avec un petit mot d'explication reprenant les grandes priorités des enfants et des jeunes.

Si vous souhaitez participer mais que vous n'avez pas encore récolté de paroles d'enfants, nous pouvons vous aider dans la réalisation d'activités relatives aux droits des enfants. Des fiches d'activités sont téléchargeables sur notre site, www.ffedd.be. Les idées proposées ne sont pas exhaustives. Vous pouvez toujours faire preuve de créativité et utiliser d'autres méthodes !

Nos enfants ont le droit d'être écoutés !

Toutes les paroles que vous aurez récoltées, doivent nous parvenir pour le **31 juillet au plus tard**. N'hésitez pas à nous contacter pour plus de renseignements !!!

Toutes ces fiches proviennent des sites suivants :

- http://www.tdh.ch/website/tdhch.nsf/pages/espace_pedagogique_droitsF
- <http://www.globaleducation.ch/fracnaisP/20novembre07/11/index.php>
- Du guide de formation aux droits des enfants rédigé par le Comité Belge pour l'UNICEF : "Les droits de l'enfant cela vous concerne aussi".



BADJE (Bruxelles Accueil et Développement pour la Jeunesse et l'Enfance), dans le dernier numéro de son trimestriel « **Badje Info** », donne également une série de références de livres, jeux, sites web pour sensibiliser les jeunes sur les droits de l'enfant. En voici quelques unes :

Livres...

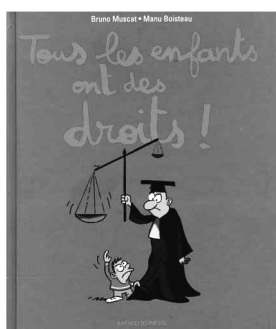


"Mieux comprendre... Mes droits, mes responsabilités"

Collection du Moutard en poche n°19, 1er trimestre 1999, Editions du Moutard.

A partir de 8 ans, ce livre est disponible gratuitement (hors frais de port) aux éditions du Moutard : www.lemoutard.fr

Ce livre permet de découvrir la Convention internationale des droits de l'enfant, de réfléchir sur les droits au respect, à la famille, à la liberté d'expression, à l'éducation, à la santé, à la sécurité, à la justice.



« Tous les enfants ont des droits! »

Auteur : Bruno Muscat - Illustrations : Manu Boisteau, Editions Bayard Jeunesse, coll. Petits Guides, 2004.

A partir de 7 ans, ce livre met en scène 10 droits fondamentaux en expliquant quelles en sont les règles et les principes de base. Ce petit livre servira vraiment de guide pour les enfants dans un grand nombre de situations.

Jeu...



« Droits devant! »

Jeu de cartes basé sur le principe du jeu des « 7 familles ».

Il existe des versions pour les enfants de 6-10 ans et à partir de 11 ans.

C'est un jeu dynamique, ludique et surtout pédagogique.

Pour plus de renseignements : www.paris-hyeres.com

Vous pouvez également télécharger sur notre site des brochures explicatives de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant.

Si vous désirez en savoir plus sur les droits de l'enfant, le rapport, la Convention :

- <http://www.unicefkids.be/unicefkids/view/fr/48>
- <http://www.whatdoyouthink.be>
- <http://www.unicef.be>





Un référentiel psychopédagogique

"Accueillir les enfants de 3 à 12 ans, viser la qualité"

Le 26 février 2008, à Louvain-la-Neuve, s'est tenu le colloque de l'ONE pour présenter le référentiel pédagogique « Accueillir les enfants de 3 à 12 ans : viser la qualité ». Un référentiel pour quoi faire ?

Au début des années 90, beaucoup de pays européens ont entamé une réflexion sur la qualité de l'accueil pour les enfants en dehors de leur famille. L'ONE a voulu se pencher sur cette problématique. Ce qui a, dans un premier temps, permis de produire le référentiel « Accueillir les tout-petits, oser la qualité », accompagné de trois brochures « Repères pour une pratique d'accueil de qualité pour l'accueil des enfants ».

Plus tard, Pascale Camus et Laurence Marchal, conseillères pédagogiques de l'ONE, porteuses du référentiel, ont souhaité se pencher sur la question de l'accueil des 3 à 12 ans et ce, en invitant les acteurs de terrain à participer à la réflexion. C'est ainsi que des groupes de travail composés de formateurs, de responsables de projets, ainsi que de représentants de la Fédération des Ecoles de Devoirs,... se sont réunis régulièrement pour

agréments ce référentiel. Finalisé en juin 2007, il est édité en 2008.

Celui-ci se veut être un outil ayant pour ambition, de fournir des aides à ceux et celles qui oeuvrent au quotidien, au service des enfants et de leur famille.

Il est composé de 3 parties (réparties sur 7 livrets) :

- à la rencontre des familles.
- à la rencontre des parents.
- à la rencontre des professionnels.

Chacune des parties sont complémentaires les unes par rapport aux autres. Les différents livrets partent de problématiques, de situations concrètes et indiquent des pistes d'action.

Le travail de réflexion peut commencer à partir de n'importe quel livret. Chacun trouvera des pistes en fonction des thématiques auxquelles il est confronté.



Le livret I sert d'introduction.

Il a pour objectif d'offrir des clés de lecture, il « donne à voir ».

Le psychosociologue, Jean Epstein, en préface, souhaite « bonne vie à ce référentiel » et souligne l'importance des « repères multiples construits au cours de l'enfance ». Il rappelle que dès le début des années 70, Françoise Dolto parlait déjà d'une société qui n'a « de valeur qu'en fonction de ce qu'elle choisit de donner à ses enfants ». Ensuite, dans l'introduction, il parle « d'un outil concret » qui s'articule autour de trois points : les parents, les enfants et les professionnels. C'est ce qu'il appelle « le triangle de qualité ».

Le livret II s'intitule « à la rencontre des familles ».

Il envisage comment établir et consolider une relation de confiance avec chaque famille. En effet, il est important que les accueillants tissent un lien de confiance à la fois avec les parents et leurs enfants.

Il est nécessaire de tenir compte et de respecter les appartenances multiples ainsi que le vécu personnel de chaque enfant pour que celui-ci se sente bien au sein du groupe constitué en milieu d'accueil.

Les livrets III, IV, V et VI s'intitulent « à la rencontre des enfants ».

→ Le livret III est consacré entièrement aux **activités des enfants** dans le milieu d'accueil.

Par l'activité, l'enfant se construit, il entre en relation directe avec son environnement (les autres enfants et les adultes). Il faut tendre vers des conditions optimales pour que l'enfant se sente à sa place et trouve son propre équilibre. Celles-ci sont liées à l'environnement, l'aménagement du temps et aux attitudes professionnelles des accueillants. Ce sont les enjeux liés à « l'agir et à l'interagir ».

Il est important que l'enfant soit respecté comme un être qui a besoin d'autonomie, qui a droit à du temps relativement libre, cela lui permettra de comprendre et d'accepter les « règles » établies au sein du groupe.



→ Le livret IV envisage la question de la **socialisation des enfants**.

Il soulève les problématiques liées à la vie en groupe : les approches différentes suivant la taille du groupe, les phénomènes de leadership ou de rejet, la gestion des conflits.

Il analyse les règles, les limites et même les interdits qui sont nécessaires et obligatoires à établir : sorte de cadre dans lequel évolue chaque acteur du groupe.

Enfin, il aborde aussi la réalité des différences qui existent au sein du groupe. Ce sont des facteurs dont il faut tenir compte dans toute éducation à la diversité.

→ Le livret V comprend deux cahiers.

Le premier est consacré à la manière dont se tissent les **liens**, principalement **avec l'adulte**.

Ce lien est important, il permet aux enfants de « grandir » et cela, dans des conditions de respect et de sécurité psychique.

Le second insiste sur l'importance de créer des **lieux d'accueil** qui soient **sécurisés et sécurisants**.

→ Le livret VI réfléchit sur les bénéfices que les enfants retirent de leur **participation aux activités**. Il faut écouter leurs attentes, veiller à les respecter et à les réaliser pour un mieux, en évitant toute forme d'exclusion.



© David Evrard - Accueillir des enfants de 3 à 12 ans: vise rla qualité, livret VII. ONE

Le livret VII s'intitule « à la rencontre des professionnels »

Il nous invite à réfléchir sur le rôle et les **responsabilités des accueillants**. Il aborde des sujets relatifs à leur formation et leur motivation. Il traite aussi des difficultés de travailler en milieu d'accueil et de la nécessité d'établir un projet éducatif dynamique pour tendre vers une réelle professionnalisation de l'accueil extra scolaire.

En conclusion, les auteurs espèrent que le référentiel devienne un outil de référence. Son ambition majeure est d'apporter des pistes de réflexion permettant d'évoluer vers une professionnalisation grandissante de l'accueil, réservé aux enfants de 3 à 12 ans.

La bibliographie, établie à la fin du dernier livret, énumère une longue et intéressante liste d'ouvrages à consulter.

Françoise Pellerin et Isabelle Peeters

Centre d'Aide à la Réussite
Braine-l'Alleud

Pour ceux et celles d'entre vous qui n'auraient pu être présents au colloque de l'ONE, nous organiserons prochainement des séances de présentation du référentiel durant lesquelles un exemplaire de ce dernier vous sera transmis.

A ce jour, nous pouvons d'ores et déjà vous dire qu'un temps est prévu durant l'Assemblée Générale de la Coordination du Hainaut le 13 mai et de Liège le 12 juin pour le présenter et le distribuer aux membres présents.

En ce qui concerne les provinces de Namur, Luxembourg, Brabant wallon et de Bruxelles, des dates doivent encore être confirmées.

Pour plus de renseignements, n'hésitez pas à nous contacter au 081/24.25.21.

Demoulin Stéphanie
Coordinatrice FFEDD



Précisions de l'ONE par rapport au référentiel !

Suite à plusieurs interpellations, l'ONE a trouvé important de préciser comment et pourquoi a été construit ce référentiel ainsi que les objectifs poursuivis par celui-ci. Rappelons que ce référentiel reste un outil de réflexions permettant aux équipes d'avoir des pistes d'actions mais qu'il doit être lu avec un regard critique, qu'il n'est pas exhaustif et qu'il n'est nullement envisagé comme outil de contrôle ou d'évaluation.

Le référentiel pédagogique a été construit, en collaboration avec de nombreux acteurs, au départ de différents regards, d'approches théoriques et d'expériences vécues, « collectées » directement ou indirectement sur le terrain, permettant de mieux comprendre la réalité de l'accueil des enfants, dans un secteur présentant une grande diversité.

Il met, à disposition des lecteurs, **un ensemble de savoirs actuels**, jugés pertinents pour améliorer l'accueil de l'enfance. Il ne recherche absolument **pas l'exhaustivité**, mais pose des options fortes et des valeurs partagées par les auteurs et les partenaires de l'élaboration du référentiel.

Il se veut un outil ouvert, suscitant le débat à propos des pratiques professionnelles, la discussion en équipe, la mise en perspective des projets éducatifs, l'ouverture à d'autres références, d'autres conceptions. Il ne vise pas à établir des normes.

Le référentiel est un outil « au service de... ». Il est là pour donner des balises mais également ouvrir le débat sur la qualité et soutenir les équipes dans leur réflexion. Ce n'est ni un outil de contrôle, ni d'évaluation. Il n'impose aucune exigence nouvelle.

Les objectifs du référentiel sont de :

- mettre à disposition des professionnels, un **outil pour les aider à réfléchir** en équipe, **sur leurs pratiques et à réguler leurs actions**, en fonction de ce travail de réflexions et de partages ;
- leur donner un **cadre de références** sur lequel s'appuyer pour construire des pratiques cohérentes et fonder leur projet d'accueil ;
- dégager, à partir de situations auxquelles ils sont confrontés, des **principes de base permettant que les pratiques soient porteuses de sens** ;
- **d'aider à prendre distance** par rapport à ces

pratiques et d'encourager à la mise en place de projets d'action.

Le référentiel, qui comprend 7 livrets, est structuré autour de trois axes principaux : « **A la rencontre des professionnel(le)s** », « **A la rencontre des enfants** » et « **A la rencontre des familles** ».

Chacune des parties est intrinsèquement liée aux autres : elles se répondent et se complètent.

En effet, on ne peut concevoir une approche du groupe d'enfants (partie « vivre ensemble »), sans tenir compte de la nécessité d'établir un lien avec chaque enfant (partie « créer des liens »), avec sa famille (partie « à la rencontre des familles »). Le travail sur le projet éducatif ne peut se concevoir sans une analyse du public visé ou touché, sans l'équipe des accueillants...

Le lecteur peut « entrer » dans la réflexion par sa propre porte d'entrée, en commençant par le cahier qui rencontre le plus ses préoccupations du moment.

Il est néanmoins invité à commencer par le premier livret. En effet, celui-ci constitue une introduction du travail et développe le contexte de l'accueil 3 – 12 ans, sa richesse et sa diversité, et les options de la recherche – action. Il présente la table des matières générale du référentiel, qui permet d'en avoir une vue d'ensemble.

Le milieu d'accueil choisira de travailler sur les questions qu'il se pose et sur lesquelles il fera évoluer son projet d'accueil. Il ne doit pas chercher à tout aborder en même temps mais peut parfaitement cheminer par objectif d'année. Cela pourrait se traduire par exemple par la volonté d'une équipe de travailler, une année, sur les conditions du vivre ensemble. L'année suivante, par exemple, elle envisagera la question de l'activité.

A chacun de trouver son rythme, en donnant le temps au temps.

O.N.E. (Office National de l'Enfance)

Chaussée de Charleroi, 95

1060 Bruxelles

Tel : 02/542.12.11

e-mail : info@one.be



Interview de Madame Catherine Fonck, ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé

Renforcer l'implication des parents dans le parcours scolaire de l'enfant

Dans le cadre de notre thématique de ce trimestre, nous avons interviewé Madame Catherine Fonck, la Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé, sur la place du parent dans le triangle éducatif. Pour rappel, la ministre a lancé, en 2006, un appel à projet de soutien à la parentalité.



Le rôle des parents dans l'éducation de l'enfant est complexe et multiple. A cela vient s'ajouter la scolarisation de nos chères têtes blondes, qui rend parfois la tâche encore plus difficile. L'école stigmatise facilement le parent, lorsqu'il est démuné pour faire face aux difficultés scolaires de son enfant. A l'inverse, le parent a souvent tendance à considérer l'enseignant comme inaccessible. C'est là que l'école de devoirs intervient. Elle est le relais entre parents et enseignants. En impliquant les parents dans les réalisations de leurs enfants, elle leur donne un rôle plus actif dans l'éducation de l'enfant.

Sensible aux difficultés que les parents rencontrent face à un enfant en décrochage scolaire, la ministre Fonck a lancé en 2006 un appel à projets «Soutien à la parentalité». Le but était de soutenir des initiatives destinées à renforcer la qualité de la relation parents-enfants au quotidien. C'est à ce titre que nous avons souhaité rencontrer la Ministre.

Un vaste appel à projet «Soutien à la parentalité» a été lancé à votre initiative. Quels étaient vos objectifs ? Pourquoi cet appel à projets ?

"L'appel à projets «Soutien à la parentalité» a été lancé en août 2006. Il était destiné à soutenir des initiatives diverses, originales, pour permettre aux parents et aux professionnels de se rencontrer autour de la relation parents-enfants. Je souhaitais promouvoir des initiatives peu coûteuses, afin de soutenir les parents dans leur mission éducative. Ne pas être seul face

aux questions quotidiennes, face aux difficultés qui nous dépassent, se faire épauler par des professionnels ou par des pairs, informer les familles sur le vécu de l'enfant, tel était l'esprit de cet appel à projets".

Y a-t-il eu beaucoup de réponses à cet appel ?

"Nous avons reçu près de 150 projets !"

Quelle a été la procédure pour sélectionner les projets ? Quels ont été vos critères de sélection ?

"Nous avons tout d'abord appliqué les divers critères de recevabilité, au terme desquels 129 projets ont été retenus. Ceux-ci ont été passés au crible des critères suivants: l'adéquation du projet par rapport à la définition du soutien à la parentalité, la finalité du projet, le caractère concret et réaliste, le caractère innovant, la valeur exemplative, mais aussi le mode d'évaluation envisagé. Par ailleurs, ces projets devaient pouvoir se tenir entre le 1er décembre 2006 et le 31 août 2007".

Quelle évaluation peut-on déjà faire de cet appel à projet ? Celui-ci ne devrait-il pas être récurrent ? Les parents n'ont-ils pas besoin de soutien à long terme ?

"L'objectif était de soutenir la création de projets et de susciter des partenariats avec les autorités locales. Certains projets créés répondaient à une réelle demande. Les promoteurs ont activement cherché les moyens de les pérenniser. Les parents ont effectivement besoin de soutien à long terme. Je rappelle que



le soutien à la parentalité est également une mission transversale de l'O.N.E. Des moyens ont d'ailleurs été dégagés par le contrat de gestion 2008-2012 afin que l'Office National de l'Enfance puisse assurer au mieux cette mission".

"Les écoles de devoirs ont un rôle essentiel à jouer auprès des parents..."

Selon vous, les Écoles De Devoirs ont-elles un rôle à jouer auprès des parents? Si oui, lequel et pourquoi ?

"Les Écoles De Devoirs ont un rôle essentiel à jouer auprès des parents. Il est important de maintenir l'intérêt des parents pour les activités de leur enfant. Il est également important de valoriser les compétences de l'enfant auprès des parents. A cet égard, les rencontres entre les animateurs et les parents sont primordiales".

Que seriez-vous prête à faire pour soutenir les Écoles De Devoirs qui souhaitent développer un travail en partenariat, de soutien avec les parents?

"Un appel à projets de type soutien à la parentalité est révélateur des multiples partenariats qui peuvent être créés. Je prends pour exemple, au sein des divers projets retenus, un projet particulier, développé par une École De Devoirs: un comité de parents a été créé afin que ceux-ci puissent exprimer leurs attentes, des réunions régulières ont été programmées, avec pour objectif de rendre aux parents une place active dans l'EDD. Des modules de formation ont été proposés aux parents et ont abordé divers thèmes, notamment une appréhension des phases de développement de l'enfant. Des ateliers de

théâtre adultes-enfants ont été créés, une salle de rencontres a pu être aménagée pour les adultes. Le Comité de parents a pris en mains la gestion de cette salle et a pu organiser diverses activités. Ces activités ont été rendues possibles grâce à divers partenariats, tant institutionnels qu'associatifs".

Quels conseils pourriez-vous donner aux Écoles De Devoirs par rapport à leurs relations avec les parents ?

"L'évaluation des divers projets subsidiés met en exergue l'importance d'une bonne information des parents sur le contenu des activités, sur les objectifs poursuivis mais aussi, parfois, sur l'importance d'associer les parents au choix des ateliers ou des activités, en leur expliquant l'intérêt pédagogique. L'implication des parents dans les activités de l'enfant est valorisante, tant pour l'enfant qui peut faire montre de ses compétences, que pour les parents, souvent extrêmement sensibles au développement des capacités de l'enfant".

Force est de constater que le rôle du parent doit être plus actif dans l'éducation de l'enfant. Si les parents sont démissionnaires, c'est bien souvent parce que leur situation personnelle ne leur permet pas ou plus, d'être disponibles et compétents pour leurs enfants. C'est surtout dû au manque de communication entre les différents intervenants du triangle éducatif. Le soutien à la parentalité est une des priorités du Gouvernement Wallon. En soutenant les initiatives des asbl qui se veulent être un lieu de rencontre entre parents et enfants, Madame la Ministre Fonck, renforce les possibilités offertes aux parents de resserrer les liens avec leurs enfants .

Interview réalisée par
Stéphanie Demoulin,
coordinatrice FFEDD

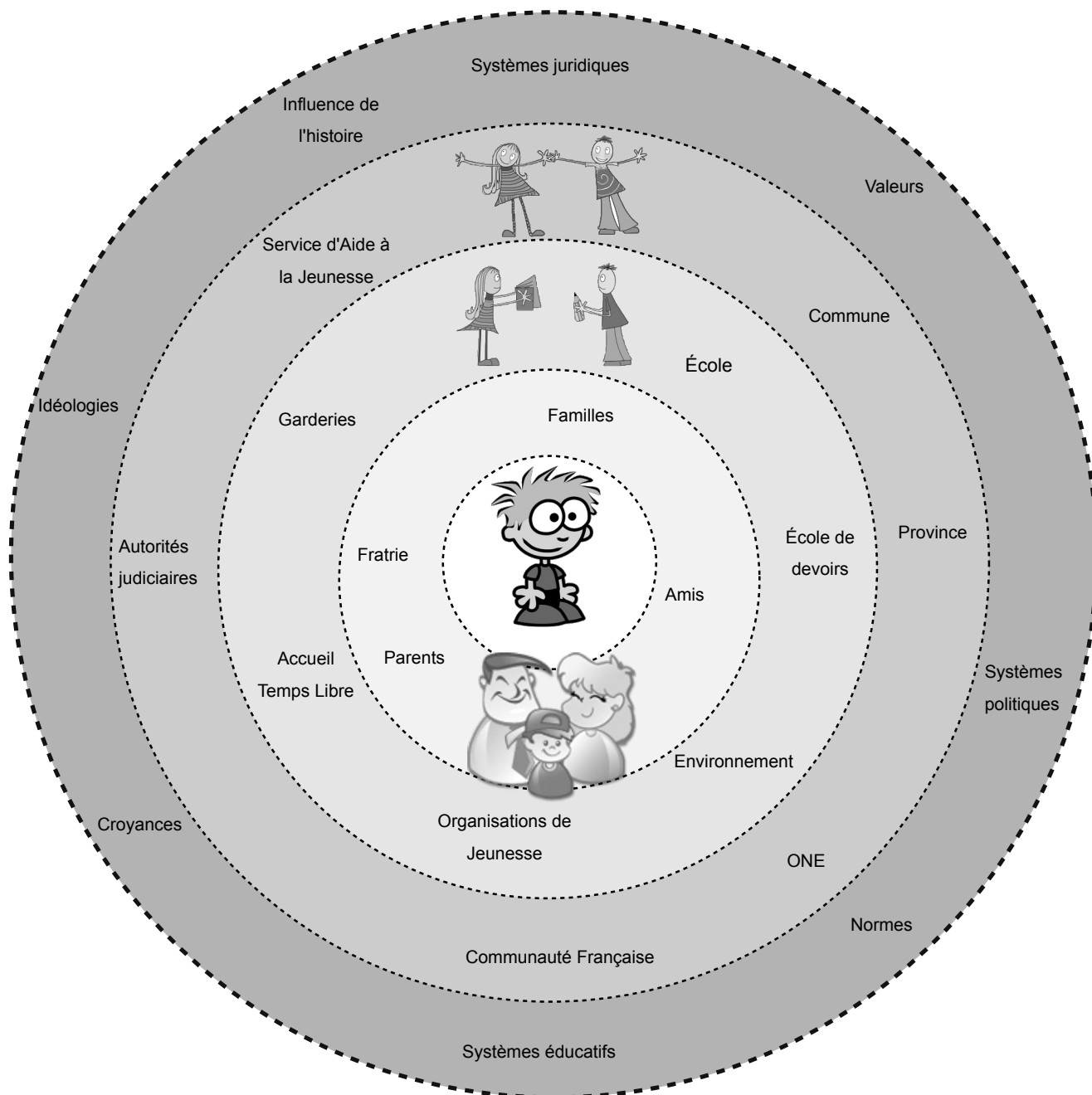


FAMILLE - ECOLE - ECOLE DE DEVOIRS : UN TRIANGLE DE COMMUNICATION AUTOUR DE L'ENFANT

La perception que nous avons de nous même et des autres, la connaissance de soi et la connaissance des autres, la confiance en soi et la confiance en l'autre sont primordiales pour toute relation.

L'image que nous donnons doit être confirmée par autrui. Le fait que le rôle, le statut et la place des acteurs soient bien identifiés permet aux différents intervenants de se reconnaître dans une position sociale, d'éviter les mal-entendus, les conflits.

C'est pourquoi avant de parler de partenariat, je voudrais clarifier le rôle de chaque intervenant.



*Librement inspiré du modèle développé par Bronfenbrenner (1979, 1986)



Pour que l'enfant s'épanouisse au milieu des différentes structures (famille – école - École De Devoirs), il faut une certaine cohérence.

La famille est et doit rester le premier lieu de l'éducation de l'enfant. Elle a le devoir d'éduquer, c'est-à-dire de former l'esprit de l'enfant, de développer ses aptitudes intellectuelles, physiques et son sens moral. Elever un enfant, c'est l'aider à grandir, à progresser dans toutes les dimensions de sa personnalité. C'est lui permettre d'exercer ses talents et de bâtir une saine confiance en lui.

L'école, quant à elle, exerce un rôle d'instruction, c'est-à-dire qu'elle forme l'esprit de l'enfant en lui donnant des connaissances nouvelles. L'instruction, c'est la transmission de savoirs, de savoirs-faire, de savoirs-être.

Afin de pouvoir établir une relation saine entre les différentes structures, il est primordial de voir l'enfant dans sa globalité. Nous portons tous, en fonction de notre rôle, un regard différent sur ce qu'est l'enfant. Les parents le voient comme un être unique, l'enseignant comme un élève. Au niveau de l'École De Devoirs, chaque animateur pose son propre regard sur l'enfant. Lors des réunions d'équipe, nous partageons ces différents points de vue ce qui nous permet d'avoir un regard plus général sur l'enfant.

La communication non violente est pour moi une des clés pour faire en sorte que les relations soient saines entre école et famille, entre École De Devoirs et famille, entre école et École De Devoirs et entre famille, école et École De Devoirs. C'est avant tout une méthode qui nous permet d'enrichir nos communications internes et externes. Elle nous enseigne l'art du dialogue dans le respect de nous mêmes, de nos besoins et de ceux de nos interlocuteurs.

Il faut s'offrir des occasions réelles de mieux se connaître afin de créer un climat de confiance pour progresser ensemble dans les responsabilités éducatives et sociales et instaurer un véritable dialogue. Chercher à communiquer lorsque tout va bien et non

uniquement quand les choses se passent mal peut également instaurer une relation de confiance et de reconnaissance et non une relation jugeante et discriminante. Si on convoque uniquement les parents en cas de problèmes, ils sont réticents car ils savent que s'ils viennent ce sera pour entendre des choses négatives sur leur enfant ; or, l'échec de leur enfant est aussi le leur.

Dialoguer, c'est prendre le temps d'échanger des informations au sujet d'un enfant, c'est partager, c'est rechercher ensemble des solutions aux éventuels problèmes : méthode de travail, plan d'actions,... C'est aussi tolérer que les avis soient divergents car la tolérance favorise le débat constructif. Dialoguer c'est enfin prévenir : la prévention est très importante dans la lutte contre l'échec scolaire.

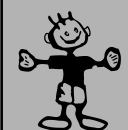
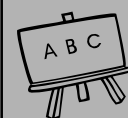
Je suis persuadée que les relations saines entre l'école, l'École De Devoirs et la famille constituent l'un des enjeux majeurs dans la réussite scolaire. Aucun intervenant n'est supérieur à l'autre et tous doivent agir pour la construction progressive de l'enfant. Si nous travaillons ensemble, nous serons plus forts et nous pourrons guider au mieux l'enfant à travers de son cheminement scolaire.

JACQUES Nancy

Animatrice à l'Oasis Familiale EDD à Hannut



© nosha - Fotolia.com





Le partenariat école - Ecole De Devoirs - familles : une compétence professionnelle à construire !?



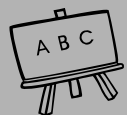
Quand nous abordons le sujet de discussion autour du partenariat entre école, école de devoirs et famille, nous nous heurtons souvent à **deux types de réactions** :

- le **scepticisme des uns** qui qualifient cette action d'un idéal assez naïf. Comment ne pourrions-nous pas faire abstraction des enjeux de pouvoir, des intérêts divergents et des limites (notamment institutionnelles) propres à chacun de ces partenaires ?

Personne n'est contre mais...

- la **surprise des autres** qui s'étonnent que nous puissions encore et toujours remettre en question une telle évidence. L'école a tout intérêt à s'associer à d'autres acteurs engagés dans la relation éducative et ce, prioritairement dans l'intérêt de l'enfant. D'ailleurs, les écoles ne sont-elles pas obligées d'illustrer et de démontrer la faisabilité d'un partenariat avec des organismes externes à l'établissement scolaire dans leur rapport annuel d'activités, défini par ailleurs dans le décret fixant les missions de l'enseignement fondamental et secondaire en Communauté Française ?

Quand on veut...on peut...



© Pavel Losevsky - Fotolia.com

Entre le pessimisme des uns et l'optimisme des autres, nous pourrions favoriser l'émergence d'une autre conception de partenariat : celle qui emprunterait aux uns, leur capacité d'appréhender de manière réaliste et lucide les difficultés inhérentes à ce type de relation et celle qui emprunterait aux autres, leurs prédispositions à croire et à vouloir prendre de telles initiatives. Autant

d'ingrédients indispensables pour pouvoir avancer sur un terrain trop peu balisé mais néanmoins prometteur !

D'autres réactions accompagnent régulièrement ce débat :

- De quoi parle-t-on ? De collaboration, de partenariat, de concertation, de coopération ? Ces termes renvoient-ils à des conceptions différentes de la relation école - école de devoirs - familles ou bien sont-ils employés indifféremment pour traduire la même réalité et le même objectif ?

- Pourquoi faut-il travailler ensemble ? Est-ce une obligation réservée aux enseignants ou aux professionnels de l'éducation, de manière générale ? Pourquoi vouloir interroger les pratiques de chacun ? Que cherchons-nous à investiguer en donnant accès aux différents acteurs de l'éducation à ces territoires ?

- Comment établir et maintenir une relation constructive entre tous ces acteurs ? Si la bonne volonté et la confiance mutuelle constituent des éléments de base, elles ne sauraient à elles seules tenir lieu de réponse à toutes les questions soulevées par ce partenariat.

Au fil du texte qui suit, nous tâcherons d'éclairer le pourquoi, le quoi et le comment par le biais de multiples réflexions qui visent à vous donner des pistes pour développer cette compétence professionnelle.

1

Une obligation juridique?

Un choix politique?

Une nécessité psychopédagogique?

Une logique consumériste?

La démarche de partenariat école - école de devoirs - familles repose essentiellement sur trois catégories d'arguments : l'argument juridique, l'argument « citoyen » et les arguments socio-pédagogiques et psychopédagogiques.



1.1. L'argument juridique

➔ Du côté des écoles...

En Communauté Française, de nombreux décrets se sont succédés au fil du temps et c'est l'actuel **Décret** définissant les **missions** prioritaires de l'enseignement fondamental, de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, qui en est le principal référent légal depuis **1997**. De multiples modifications se sont greffées sur le texte initial. La dernière en date porte sur les diverses mesures visant à réguler les inscriptions et les changements d'école dans l'enseignement obligatoire (Décret inscriptions de janvier 2007).

Ainsi, ce qui est légalement prescrit au niveau de la communication entre les établissements scolaires, les élèves et les familles, se retrouve dans l'article 67 qui définit le **projet d'établissement** comme étant l'ensemble des choix pédagogiques et des actions concrètes particulières que l'équipe éducative de l'établissement entend mettre en œuvre en collaboration avec l'ensemble des acteurs et partenaires pour réaliser les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur. Voici ce qui incombe à l'école de mettre en place avec les partenaires :

Dans l'enseignement fondamental, le projet d'établissement établit la manière selon laquelle est favorisée la communication entre l'élève, les personnes investies de l'autorité parentale ou qui assument la garde en droit ou en fait du mineur soumis à l'obligation scolaire et le personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, psychologique, social et paramédical.

Le contenu de cet article reste assez libre et large d'interprétation mais se retrouve à l'ordre du jour des réunions de concertation au sein des établissements scolaires, au moins tous les trois ans. Nous pouvons ainsi espérer qu'une évaluation des

initiatives entreprises pour engendrer de réelles relations, puissent avoir des répercussions concrètes et positives sur l'ensemble des acteurs.

Un peu plus loin (art.69), ce même décret définit les conditions dans lesquelles doivent se mettre en place **des conseils de participation**, chargés de débattre de ce projet d'établissement, en vue de ses modifications ou améliorations. Ces réunions ont lieu au moins deux fois par an. Parmi les membres, nous retrouvons des **membres de droit** (chef d'établissement et délégués des pouvoirs organisateurs) et des **membres élus** (représentants du personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, psychologique, social et paramédical, représentants de parents ou personnes investies de l'autorité parentale, représentants d'élèves et un représentant du personnel ouvrier et administratif attaché à l'établissement).

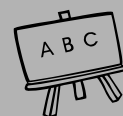
Il s'agit bien entendu ici d'un organe permettant à plusieurs acteurs impliqués, de près ou de loin à la vie de l'école, de pouvoir porter la parole d'un plus grand nombre et ce, selon un objectif clairement défini, celui des choix pédagogiques et des actions concrètes menées au sein de l'établissement. Toutefois, la mise en place de ce conseil vise à responsabiliser les acteurs locaux impliqués directement ou indirectement dans le système éducatif, en rendant des avis ou des propositions aux pouvoirs organisateurs.

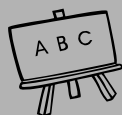
Aujourd'hui, la politique éducative redéfinit le contexte des relations que les parents ont avec l'école. Parents et enseignants vivent actuellement une transformation de leur rôle pédagogique.

Un dernier petit détour du côté du **Contrat pour l'Ecole**, initié en **2005** par Marie Arena, Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté Française, chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale. La proposition, présentée sous forme de priorité (n°10), visait à **renforcer le dialogue entre les écoles et les familles**, par le biais de plusieurs actions concrètes. Parmi celles-ci, la mise en



© Dawn Hudson - Fotolia.com





place de projets spécifiques au sein des établissements, l'organisation de manière plus systématique de la participation des parents à la vie de l'école, la dotation d'un cadre décretaal spécifique pour les associations de parents d'élèves, afin de clarifier et de renforcer le rôle qui est le leur dans les relations entre les familles et l'école et enfin, la contractualisation « écoles familles », composée d'une première partie commune à toutes les écoles et d'une seconde, construite en étroite concertation avec le conseil de participation et donc modulable selon les réalités de terrain.

L'ensemble de ces propositions a été largement débattu en son temps, au sein des différentes régions, lors de débats publics rassemblant de nombreux acteurs du monde de l'éducation. Certaines équipes en ont par ailleurs profité pour évaluer leurs actions en ce sens et se positionner de manière plus convaincante vis-à-vis des différents partenaires.

➔ Du côté des écoles de devoirs...

Est-il nécessaire de rappeler que le **décret relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs** (avril 2004), précise que pour obtenir sa reconnaissance par l'ONE, comme EDD, le pouvoir organisateur se doit de répondre notamment au critère pédagogique suivant :

Veiller à la coordination de son travail avec les autres acteurs sociaux et éducatifs de l'accueil de l'enfant et du jeune dans son environnement direct, en collaborant notamment avec les établissements scolaires d'où proviennent les enfants qui la fréquentent et leurs familles.
(Article 7 §1er 5° Section 2)

La législation traduit parfaitement les actions qui doivent être mises en place par les écoles de devoirs en vue de favoriser la coordination du travail avec les autres acteurs sociaux et éducatifs mais elle ne précise pas la manière dont ces structures doivent le faire.

En procédant à ces différenciations, en assignant des places et des rôles précis aux divers acteurs représentés au sein de ces différentes institutions, la loi permet de clarifier deux points :

- Les établissements scolaires sont tenus de collaborer avec les familles et le monde associatif et éducatif qui les entoure.
- L'éducation n'est pas seulement une affaire d'enseignants et de familles, c'est l'affaire de toute une communauté d'intervenants.

Dans cette collaboration, les parents et les enseignants bénéficient d'un statut privilégié et vivent une relation égalitaire : ils ne sont pas des partenaires comme les autres mais les détenteurs d'une autorité et d'une légitimité particulières.

Pourquoi les parents ? Parce qu'ils jouent un rôle de premier plan auprès de leurs enfants.

Pourquoi les enseignants ? Parce que l'école est porteuse d'un projet d'éducation communautaire qui se veut intégrateur et qui englobe une multitude de projets parentaux (mais qui peut parfois entrer en conflit avec les valeurs sous-jacentes à l'éducation que certains parents veulent offrir à leurs enfants).

C'est donc leur capacité à se reconnaître mutuellement et à composer avec les tensions qui permettra à l'école et aux familles de construire un dialogue réel et d'entraîner les autres acteurs, dans une vraie relation de partenariat.

➔ Du côté de l'accueil extrascolaire...

Le Gouvernement de la Communauté Française a fait de l'accueil extrascolaire une priorité.

Le **décret relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire** a été voté en 2003 (**Décret ATL**).

Ce décret s'articule autour des communes, appelées à jouer un rôle de coordination, avec la mise en place d'une **Commission Communale de l'Accueil** ou **CCA** et d'élaboration d'un **programme CLE** (Coordination Locale pour l'Enfance). Aucune commune n'est cependant obligée de mettre en place un tel dispositif.

L'avantage de ce dernier est, à nouveau, de permettre à de nombreux acteurs de se réunir pour décider ensemble des projets d'accueil à mettre en place en dehors du temps scolaire. Parmi les membres, notons, des représentants du Collège et du Conseil Communal, des différents réseaux scolaires présents sur le territoire de la commune, des personnes qui confient leurs enfants (via les conseils de participation), des organisations d'éducation permanente représentant des familles, des opérateurs de l'accueil qui travaillent sur le

territoire communal, des services, associations ou institutions agréées par la Communauté Française (EDD, AMO, bibliothèques, académies, clubs sportifs, centres de jeunes, centres de vacances, CEC,...).

De nouvelles règles viennent imposer, selon ce décret, un système de fonctionnement propre à ces commissions, qui peuvent par ailleurs, en demander l'agrément auprès de la commission d'agrément de l'ONE.

La volonté politique et juridique de ce décret semble donc **favoriser les échanges entre partenaires du monde de l'éducation** au service d'un accueil de qualité pour tous les enfants.

1.2. L'argument citoyen

Nous ne pourrions passer outre des nouvelles dispositions adoptées par le Gouvernement de la Communauté Française en **janvier 2007** pour étayer ce second argument. En effet, le Gouvernement a promulgué, par le biais d'un décret spécifique inscrit dans le décret « Missions » et des différentes compétences qu'il souhaite voir acquises par nos élèves à la fin de leur scolarité obligatoire, **le renforcement de l'éducation à la citoyenneté responsable et active** au sein des établissements scolaires organisés ou subventionnés par la Communauté Française.

Trois actions concrètes viennent illustrer la volonté de développer chez les élèves la compréhension et le respect des règles de vie en société : le sens de la vie en démocratie et des valeurs qui y sont rattachées la capacité de délibérer et de s'engager dans une communauté, le souci et la défense du bien commun.

Ainsi, pour **former des citoyens actifs et responsables**, le Gouvernement a composé une commission constituée d'experts issus de différentes universités et d'enseignants du secondaire afin d'élaborer un manuel « **Etre et devenir citoyen** » à destination des élèves du dernier cycle du secondaire.

Au-delà des contenus que cet outil pédagogique vise à faire acquérir à ces « grands » étudiants, tout établissement scolaire doit faire en sorte de mettre en place au moins une fois durant chaque cycle du continuum pédagogique¹, **des activités**

interdisciplinaires pour une citoyenneté responsable et active, visant à promouvoir par exemple la *compréhension de l'évolution et du fonctionnement des institutions démocratiques, le travail de mémoire, la responsabilité vis-à-vis des autres, de l'environnement et du patrimoine au niveau local ou à un niveau plus global.*

La troisième et dernière recommandation concerne la **mise en place de structures participatives pour les élèves**, par le biais de conseils de délégués d'élèves, élus au sein de chaque cycle d'étude. *Ce conseil est un espace de parole destiné à analyser des problèmes relatifs à l'école ou à certaines classes. Il a pour mission de centraliser et de relayer les questions, demandes, avis et propositions des élèves au sujet de la vie de l'école auprès du Conseil de participation, du chef d'établissement et du pouvoir organisateur. Inversement, il a également pour mission d'informer les élèves des différentes classes, des réponses données par ce même conseil. Des membres de l'équipe éducative sont désignés pour accompagner ces conseils d'élèves.*

Rappelons, à juste titre, que le **décret « Ecole De Devoirs »** prévoit que ces dernières organisent des activités qui favorisent **l'apprentissage de la citoyenneté et de la participation**.

Bon nombre de structures organisent en ce sens de multiples activités plaçant le jeune au cœur de sa participation citoyenne.

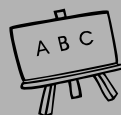
Enfin d'autres initiatives viennent renforcer cette dynamique citoyenne au sein d'associations diverses qui invitent les jeunes à se rassembler pour partager, échanger et écouter leurs paroles, dans un esprit démocratique. (Cafés citoyens, mercredi citoyen,...)

En résumé, pour former des citoyens actifs et responsables, l'ensemble de ces dispositions légales misent sur les apprentissages faits à l'école mais aussi à l'occasion des activités parascolaires.

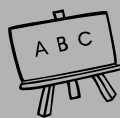
Si l'école est gérée de



© Kurhan - Fotolia.com



1. L'enseignement maternel et les huit premières années de la scolarité obligatoire.



manière démocratique et que les instances représentatives travaillent dans le sens du bien commun, si les élèves observent une telle situation dans leur milieu scolaire, nous postulons qu'ils seront alors tentés de s'engager dans des projets collectifs à l'école ou dans une autre communauté au sens large.

De plus, nous pouvons avancer que, par le biais de ces pratiques, les jeunes apprendront à développer une culture positive de la citoyenneté qui, comme chacun le sait, n'est pas pratique aisée dans la société actuelle.

Le partenariat école – Ecoles De Devoirs – familles aurait donc une fonction politique (assurer la démocratie scolaire, rapprocher le pouvoir des collectivités locales), doublée d'une fonction éducative (encourager une conduite citoyenne chez les élèves, en prêchant par l'exemple).

1.3. Les arguments psychopédagogiques et socio-pédagogiques

Le partenariat école – école de devoirs – familles poursuit un même objectif : la réussite scolaire pour tous. Il ne s'agit pas de collaborer pour collaborer mais pour favoriser la réussite de l'enfant, un travail que l'école ne peut pas réaliser seule.

De nombreuses recherches en sciences de l'éducation ont permis d'établir des liens entre les caractéristiques de l'environnement de l'enfant et les résultats scolaires.

Rappelons-en ici quelques constats généraux :

- Il existe un lien direct entre les inégalités sociales et les inégalités scolaires.
- Un conflit de valeurs et de méthodes éducatives entre la famille et l'école peut entraîner une perturbation socio pédagogique chez l'enfant.
- La qualité du dialogue et des relations avec les partenaires contribue à l'amélioration du climat de l'école : en redonnant confiance aux différents acteurs, on réduit leurs résistances et on les incite à abandonner une position revendicatrice ou attentiste pour adopter une attitude de coopération.
- C'est en agissant sur toute la dynamique et non uniquement sur les élèves en difficulté que l'on peut régler les problèmes d'échec scolaire. Une situation scolaire difficile implique l'enfant, sa famille, son école et son milieu au sens large et elle inclut l'interaction entre ces différents pôles.

Dans cette optique, le partenariat école – École De Devoirs – familles ne renvoie plus à de simples projets ponctuels mais à une interaction continue entre des personnes associées dans un même système, visant un but commun.

1.4. Un contre argument : une dérive consumériste ?

Philippe Meirieu, dans son livre *L'école ou la guerre civile* ², dénonce la tendance chez certains parents à se comporter comme un mouvement de défense des consommateurs au lieu d'agir en citoyens responsables, garants d'une certaine philosophie d'éducation.

Cette attitude pourrait entraîner un glissement, dénaturer le partenariat et le détourner de son sens premier.

Ne confondons toutefois pas le parent consommateur averti qui en « veut pour son argent » et le parent contribuable qui prône une utilisation responsable des investissements publics.

Si le premier s'inscrit dans une logique marchande, le second défend, à juste titre, une certaine conception des institutions publiques et du bien commun.

Dans le même ordre d'idées, le monde associatif pourrait craindre de se voir enfermer dans un rôle de prestataire de services : l'école se comporterait en client, en faisant l'inventaire de ses besoins et en invitant les Écoles De Devoirs, par exemple, à lui soumettre des projets en vue de combler les besoins en question.

Or nous pouvons, en tant qu'animateur ou coordinateur en école de devoirs, revendiquer un double statut : d'une part, celui de professionnels, capables de trouver des réponses aux problèmes multiples rencontrés et vécus par les enfants. D'autre part, celui de représentants, agissant comme porte parole d'une société démocratique, au sein d'organes institutionnels, en lien avec le secteur de l'éducation et de la jeunesse au sens large.

La tension suscitée par ce double rôle éducatif et politique constitue encore une source de malentendus et de frustrations dans les relations entre les écoles et les Écoles De Devoirs. D'un côté, les Écoles De Devoirs ont le sentiment d'être « instrumentalisées » par les écoles (voire parfois par certains parents ?) et de son côté, l'école peut parfois reprocher la dynamique militante et représentative d'un contre-pouvoir, devançant les préoccupations purement éducatives.

2. *L'école ou la guerre civile*, Philippe Meirieu (en collaboration avec Marc Guiraud), Plon, Paris, 1997.

2

Le partenariat : des représentations, des perceptions

Selon l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) (1997), « le partenariat renvoie à un processus par lequel il s'agirait d'**apprendre à travailler ensemble** et de **mettre en valeur ce que chaque partenaire peut apporter** de positif dans la relation ».

2.1. Une préoccupation assez récente...

Quand on parle du partenariat et des termes qui y sont associés « participation », « collaboration », « coopération », « concertation », nous entendons souvent les mêmes objections : il ne s'agit là que de slogans, de coquilles vides, de mots creux,...

Pourtant, cette préoccupation est récente dans l'histoire de l'éducation, ce qui rend d'autant plus étonnante la lassitude exprimée par certains interlocuteurs, que nous parlions des parents, des enseignants ou d'autres acteurs du système éducatif.

L'histoire montre en effet que ce type de relation était encore fortement découragé début des années 60 pour permettre aux enfants de se libérer du lien familial en accédant à « l'universel ». Ce phénomène est par ailleurs encore rencontré dans certaines sociétés aux prises avec de graves problèmes de sous scolarisation.

C'est donc avec la démocratisation de l'éducation que l'école a vu arriver des parents plus instruits et mieux informés, capables de décoder et de remettre en question la culture scolaire.

En Communauté Française, le partenariat institutionnel a vu le jour avec la mise en place progressive de différentes instances représentatives, le conseil de participation étant la plus récente.

2.2. Le piège de l'idéalisation...

Les textes officiels présentent trop souvent un idéal de partenariat entre l'école et les partenaires éducatifs : une relation de connivence et de

complicité entre différents acteurs, tous centrés sur l'intérêt suprême, celui des élèves.

Or, comme toute relation, ce partenariat comporte son lot de zones grises, de conflits et de difficultés :

- Des champs de compétences respectifs qui se confondent parfois et transforment la collaboration en concurrence;
- Des partenaires qui ne sont pas séparés par une ligne toute tracée mais réunis par une zone de superposition dans laquelle des arrangements sont continuellement à négocier ;
- Des résistances idéologiques, des obstacles socio-économiques et systémiques;
- Des jeux de négociation où tout le monde peut gagner, surtout si les adultes n'oublient pas qu'ils discutent toujours au nom des enfants ;
- Des jeux qui ne sont jamais terminés car les solutions apportées restent provisoires ;
- Des expériences de partenariat positives, vécues par certains jeunes, alors que d'autres, les vivent parfois comme violences humiliantes.³

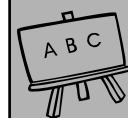
Devant un tel décalage entre le discours et la réalité, certains acteurs, engagés de bonne foi dans une relation de partenariat, pourraient interpréter les ratés de leurs expériences comme une manifestation d'échec ou d'incompétence. Cependant l'idée à soutenir reste que le partenariat représente un chantier permanent qui tente de s'appuyer sur des instruments qui permettent de capitaliser les expériences et anticiper les problèmes.

2.3. Collaborer sans renoncer à sa spécificité.

Le partenariat éducatif ne signifie pas que l'école et son milieu adhèrent en tous points au même système de valeurs.



© Pavel Losevsky - Fotolia.com



3. Voir à ce sujet les actes du 1er Congrès des chercheurs en éducation (mai 2000)



L'élève peut très bien évoluer entre deux approches éducatives différentes (en famille, à l'école ou encore à l'École De Devoirs) à condition qu'il en saisisse le bien-fondé et la légitimité et pourvu qu'aucune de ces approches ne soit érigée en absolu à ses yeux.

Par ailleurs, l'école est appelée à faire face à une hétérogénéité de plus en plus prononcée.

Dans une démarche de partenariat, la capacité de composer avec la diversité des valeurs permet justement de reconnaître les différences et d'entendre les demandes particulières et l'expression des attentes quant à la scolarité des élèves.

2.4. Etre complémentaire, tout en étant responsable.

Dans *L'école ou la guerre civile*, Philippe Meirieu nous met en garde contre la confusion des rôles et la dilution des responsabilités : pour un partenariat efficace, il faut que chacun sache qui fait quoi !

Ne soyons pas tentés de déléguer à l'autre ce qui

est de notre responsabilité, sous couvert de partenariat.

Cependant, si la clarification des rôles facilite la communication entre les partenaires, elle ne permet pas d'éliminer toutes les zones grises : la ligne de partage entre les compétences des différents acteurs ne sera jamais tracée avec précision.

A son tour, Jean Epstein, psychosociologue français, recommande d'utiliser trois critères communs pour pouvoir évaluer la qualité des relations entre les différents acteurs éducatifs : le Bien-être, les Besoins et les Compétences. Il les représente par le triangle de la BBC.

Grâce à ce dernier, dans chaque situation de vie quotidienne, une analyse de la situation de chaque acteur peut être effectuée.⁴

Pour conclure ce petit bout de chemin qui nous a amené à vous faire réfléchir sur le développement d'une compétence riche de promesses constructives visant le bien-être des enfants dont nous avons la responsabilité, nous souhaitons attirer l'attention sur les deux éléments suivants :

- La capacité de travailler en partenariat est une compétence professionnelle qui devrait être intégrée au programme de formation initiale des enseignants. Elle fait, par ailleurs, partie des contenus de formation qualifiante pour animateurs et coordinateurs en école de devoirs ;
- Le discours sur le partenariat met encore trop souvent l'accent sur les attitudes à développer. Or, la capacité de travailler en partenariat n'est pas seulement une question de savoir être mais également de savoir et de savoir-faire.

En d'autres termes, agir avec d'autres pour résoudre des problèmes posés par son propre environnement, c'est une démarche qui s'apprend et qui fait appel, entre autres, à des compétences communicationnelles ainsi qu'à des connaissances spécifiques (par exemple, bien connaître son milieu et ses besoins).

Le partenariat est peut-être une idée à la mode mais il peut aussi devenir un levier important de lutte contre toute forme d'exclusion !

Anne Bockstael

Détachée pédagogique à la FFEDD



© Pavel Losevsky - Fotolia.com

4. Contenus du référentiel psychopédagogique pour les milieux d'accueil de qualité. Livret I p.39

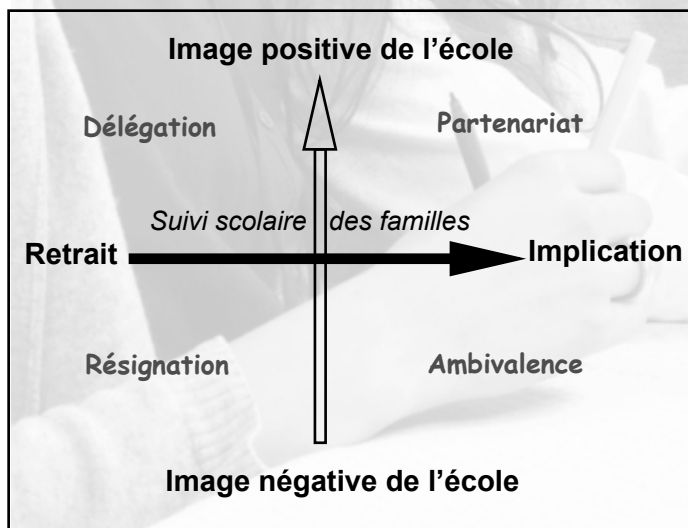
La place des parents dans le système éducatif

Tous les parents ont à cœur la réussite de leurs enfants. Ils sont par ailleurs régulièrement sollicités pour collaborer avec le milieu éducatif dans lequel vivent leurs enfants. Mais le niveau d'investissement se fait à des degrés différenciés...

Plusieurs recherches démontrent que l'effet de l'engagement parental est durable et qu'il se répercute sur les attitudes et les comportements des jeunes à l'égard de l'école et du travail scolaire, sur leur motivation et leur persévérance, sur leurs résultats scolaires ainsi que sur leur développement global. Pour favoriser cet engagement, un des moyens les plus fructueux est le rapprochement, voire une collaboration étroite entre l'école et la famille.

Cependant, d'autres études, notamment axées sur les familles en milieu populaire¹, viennent nuancer les premières en montrant que des facteurs économiques, sociaux et culturels interviennent pour expliquer les degrés différenciés d'investissement de ces dernières dans la scolarité de leurs enfants et dans le sens qu'elles veulent bien lui attribuer.

Ainsi, ces études montrent que le rapport des parents par rapport à leur propre scolarité détermine pour une part leur engagement dans la scolarité de leur enfant. Pour éclairer ces propos, le graphique suivant permet de comprendre le rapport à l'école des différentes familles et l'implication de ces dernières dans les projets menés par les écoles de devoirs.



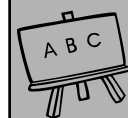
L'axe vertical indique, du bas vers le haut, l'image plutôt négative ou plutôt positive que les parents ont de l'école. Cette image est construite à

partir des souvenirs de leur propre scolarité.

L'axe horizontal indique quant à lui, le positionnement des parents par rapport à l'école et à la scolarité de leur enfant sur un continuum allant du retrait (à gauche) à l'implication (à droite). Ce positionnement parental est identifié à partir de leur manière d'établir des contacts avec l'école et de suivre le travail scolaire de leur enfant.

Nous nous baserons sur ce tableau, repris de l'étude précitée, pour comprendre les différentes manières de collaboration que les familles adoptent par rapport aux équipes éducatives des Écoles De Devoirs.

En effet, certaines peuvent adopter un comportement de partenariat, de délégation, de résignation ou encore d'ambivalence, essayons de comprendre pourquoi.



1. Voir à ce sujet le dossier "Famille, école et collectivité", La situation des enfants de milieu populaire – Service de recherche en éducation, Genève 2004 - <http://www.geneve.ch/sred/publications/docsred/2004/FamilleEcole.pdf>



➔ 1. Des familles qui privilégient une forme de **partenariat**.

Nous pouvons reconnaître une attitude de partenariat lorsque que nous observons des parents qui entretiennent des relations actives avec l'équipe de l'École De Devoirs.

Qu'est-ce qui peut caractériser une relation active ?

Des parents qui répondent aux invitations des diverses réunions prévues pour présenter le projet pédagogique de l'École De Devoirs, par exemple ou encore, aux réunions plus individualisées pour échanger sur la progression de leur enfant.

Des parents qui investissent encore du temps pour participer à l'une ou l'autre activité prévue.

Ces parents s'impliquent autant qu'ils le peuvent dans le suivi scolaire de l'enfant, stimulent celui-ci ou, tout au moins, l'encouragent dans ses divers apprentissages.

Autrement dit, ils s'intéressent à ce qu'il fait et lui montrent de multiples manières, l'importance qu'ils accordent à l'école.

Face à ces parents qui participent activement, nous avons intérêt à ne pas nous reposer sur l'illusion que cette situation serait définitivement acquise. En effet, le système de contraintes qui pèsent sur certaines familles (scolarité minimale, bas salaires, nécessité de cumuler des emplois,...) pourrait, à long terme, avoir raison de leur investissement, si nous n'avions pas à coeur de les reconnaître dans leurs efforts, de leur montrer à quel point leur **attitude est déterminante dans la réussite de leur enfant**.

Autrement dit, il s'agit d'entretenir la motivation et l'implication de ces parents et de veiller à ce qu'elles se maintiennent au-delà de l'École De Devoirs, des

premières années de scolarisation, lorsque les apprentissages et l'organisation de l'école se complexifient.

En effet, plus la scolarité avance, plus les parents risquent d'être démunis et plus grand doit être la coordination et le soutien des équipes éducatives dans l'accompagnement scolaire.

➔ 2. Des familles qui privilégient une forme de **délégation**.

D'autres parents comptent entièrement et exclusivement sur l'école pour assurer les apprentissages et la motivation de leur enfant, en un mot, pour garantir sa réussite. Ils ont souvent une vision extrêmement positive de l'école par rapport à celle qu'ils ont connue et pensent qu'ils n'ont pas à intervenir, l'institution scolaire ayant tous les moyens à sa disposition pour faire réussir les élèves.

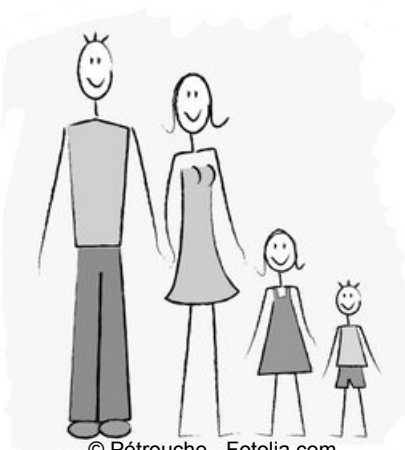
Toutefois, il est fréquent que des problèmes de langue de certaines familles rendent quasi-impossible toute forme d'aide au travail scolaire. Il leur est par ailleurs difficile de comprendre ce qui se passe dans les réunions auxquelles, ils n'assistent plus.

Notre intervention auprès de ces parents peut dès lors faciliter le **relais entre certaines familles et le milieu scolaire**.

Mais il arrive que ces parents, même en ayant fait la démarche d'inscrire leur enfant dans une École De Devoirs, ne participent pas plus à ce qu'y s'y passe car selon des chercheurs français², « *La maison c'est la maison, l'école c'est l'école ; les parents doivent faire confiance aux enseignants et ne pas se mêler de leur travail* ». Ce modèle culturel des rapports école/famille – largement répandu dans certaines couches populaires, notamment chez les immigrés – est à l'opposé de celui des enseignants pour lesquels « *les bons parents d'élèves sont ceux qui apportent une aide scolaire à leur enfant et qui dialoguent avec les maîtres* ».

Ainsi, dans les situations de délégation, la réponse de l'École De Devoirs peut consister principalement à essayer de réduire la distance entre ces parents et l'équipe éducative. Sans chercher à les stigmatiser ni à les culpabiliser, il y aurait tout avantage à leur faire comprendre qu'aussi bien l'école ou que l'équipe de l'École De Devoirs, a besoin d'eux.

Cette relation permettrait de **déclencher** ou de **soutenir l'intérêt de l'enfant pour ses**



© Pétrouche - Fotolia.com

apprentissages. Ce serait une manière de leur montrer que, même s'ils ne peuvent pas s'investir dans l'aide au travail scolaire, ils ont cependant d'autres compétences (raconter des histoires, faire compter des objets, bricoler, cuisiner,...).

De plus, ils ont un rôle important à jouer dans la scolarité de l'enfant, notamment en lui donnant l'envie d'apprendre et d'aller à l'école en s'intéressant à ce qu'il y fait ; cela pour éviter que l'enfant ne se sente complètement isolé dans son expérience scolaire.

Pour ce faire, nombreuses sont les Écoles De Devoirs qui mettent en place des moyens tels que ces parents se sentent accueillis, valorisés et qu'ils soient en situation de comprendre ce qui s'y passe.

Si nous veillons à ce que ces parents soient toujours impliqués d'une façon ou d'une autre, nous pourrions éviter qu'ils ne paionnent d'un soutien extérieur à un autre, ce qui constituerait une délégation au second degré.

➔ 3. Des familles qui privilégient une forme de **résignation**.

Pourquoi certains parents ont tendance à se replier face aux difficultés scolaires vécues par leurs enfants ?

Ils ont peut-être eux-mêmes connu des difficultés ou un échec scolaire et constatent que la même situation se reproduit pour leurs enfants. Ils sont d'autant plus découragés qu'ils se sentent incapables de les aider, ayant le sentiment que, comme pour eux, l'école est trop difficile et que leurs enfants ne s'en sortiront pas. Ils en viennent à invoquer une sorte de fatalité « transgénérationnelle » qui fait que l'école ne s'adresse pas à des gens comme eux et que l'échec scolaire est forcément leur lot. Du coup, ils ne s'investissent pas dans des relations avec l'école, d'une part à cause d'un sentiment d'incompétence



© vanda - Fotolia.com

et, d'autre part, parce qu'ils pensent que cela ne sert à rien.

Encore une fois, pouvoir comprendre ce qui empêche ces parents de se mobiliser pour accompagner leurs enfants dans les divers apprentissages, nous permet de réfléchir à ce qui pourrait leur **redonner confiance dans leurs propres capacités d'intervention**.

C'est sans aucun doute difficile de modifier de telles représentations mais des actions concrètes restent du domaine du possible ! Toute occasion qui permettra de **réconcilier ces parents avec l'école**, d'y vivre des expériences positives et gratifiantes, c'est-à-dire qui leur donne un autre rôle que celui de parents d'enfants en difficulté, pourrait infléchir leur vision négative des choses.

Autrement dit, pour ceux qui ont choisi d'inscrire leurs enfants dans les Écoles De Devoirs, un peu par dépit, ils devraient être encouragés à participer à certains événements qui leur donneraient une place et les valoriseraient.

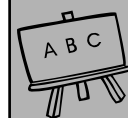
Ainsi, le fait d'avoir pu créer et offrir un espace tiers par rapport à l'école, peut aider certaines familles à reprendre confiance en elles et par là, à oser ouvrir les portes de cette grande institution scolaire, avec un autre regard, tout en étant grandies de nouvelles convictions.

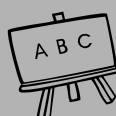
➔ 4. Des familles qui privilégient une forme d'**ambivalence**.

Que comprendre face à une attitude assez contradictoire des parents vis-à-vis de l'école ?

D'une part, certaines familles pensent que l'école est importante et ils s'impliquent dans le suivi de l'enfant, le font travailler ; d'autre part, elles la critiquent ouvertement car estiment qu'elle les sollicite trop souvent ou que les enseignants sont trop laxistes, voire injustes ou encore que les méthodes d'enseignement ne leur conviennent pas. Dès lors, l'enfant est pris dans une certaine contradiction, l'école étant à la fois importante et mauvaise, ce qui ne peut que le perturber et l'empêcher de s'investir de manière positive dans ses apprentissages.

D'avantage encore que dans d'autres situations, il semble important que les Écoles De Devoirs puissent prendre une position qui ne renie pas les modes de fonctionnement de cette grande institution scolaire mais puisse, au contraire, s'appuyer sur elle pour pouvoir construire des relations de partenariat professionnelles, mettant à l'honneur les multiples compétences complémentaires mais nécessaires de chacun des partenaires, autour du triangle éducatif.





En résumé, la confiance mutuelle entre tous ces partenaires dépend grandement de la qualité et de la fréquence de leurs échanges.

En effet, il semble qu'un plus grand nombre d'occasions d'échanges favorise une meilleure relation qui, en retour, contribue à tisser des liens de confiance.

La confiance se construit dans le temps et à

l'intérieur des moments d'échange et de partage. Pour devenir plus compétents à accompagner leurs enfants, les parents ont besoin d'outils efficaces. C'est pourquoi, il nous revient, aux côtés des enseignants, de chercher des moyens d'améliorer la motivation des parents à s'impliquer à la maison et à accroître leur sentiment de compétence auprès de leurs enfants.

Comment renforcer les relations entre les écoles de devoirs et les parents ? Voici quelques pistes d'actions...

- ▶ Comment l'école de devoirs veille-t-elle à rencontrer les besoins d'écoute, d'accompagnement, de conseils auprès des parents ?
- ▶ Quelle place est offerte aux parents et comment est-elle reconnue par l'équipe éducative ?
- ▶ Les parents sont-ils suffisamment informés des modalités d'accueil de l'École De Devoirs pour qu'ils puissent sereinement s'y investir ? Comment l'équipe a-t-elle pensé se présenter, histoire de faire réellement connaissance...
- ▶ L'équipe a-t-elle prévu un moment pour présenter les missions de l'Écoles De Devoirs et plus particulièrement le projet éducatif et pédagogique aux parents ? Comment cela est-il prévu ?
- ▶ L'équipe permet-elle de prendre en considération les avis des parents quant aux grandes décisions qui devraient étre prises ? Comment cela est-il prévu ?
- ▶ Comment s'envisage la participation des parents aux activités de l'École De Devoirs ? Animation d'ateliers ? Organisation d'activités, d'événements culturels,...

▶ Quelques idées d'activités piochées dans les « possibles » :

- ✎ Le **carnet de communication** qui permet d'échanger des informations ayant trait à la vie quotidienne et où l'enfant, le parent et l'animateur peuvent y inscrire leurs remarques, intentions, demandes. Ce lien peut également s'envisager via Internet.
- ✎ Le **portfolio** qui permet de rassembler les travaux représentatifs réalisés avec les enfants.
- ✎ Les **entretiens individuels** programmés en début d'année avec chaque parent.
- ✎ Des **réunions amicales** au cours desquelles les parents peuvent discuter de préoccupations communes autour d'une tasse de café par exemple.
- ✎ Les **soirées ou événements** organisés avec tous les parents de l'École De Devoirs, occasions de tisser des liens entre eux et avec l'équipe éducative.

.....

Favoriser une participation active et intégrée des parents, comme des enfants, relève d'un véritable défi pour chacune des Écoles De Devoirs qui, comme nous, sont convaincues de la portée fructueuse et prometteuse de ce maintien de bonnes relations entre les parents et l'équipe d'animation, en vue de la réussite et du bien-être de tous les enfants !

Anne Bockstael

Détachée pédagogique à la FFEDD



Le Point de vue de la FFEDD :

Ecole - Ecole de devoirs : quel partenariat peut-on réellement envisager ?



L'article « Le partenariat école – EDD – famille, une compétence à construire » vous a permis de réfléchir au bien fondé d'établir des relations avec chacun des différents acteurs. Vous êtes peut-être convaincus de l'importance d'établir des liens entre votre École De Devoirs et les écoles qui vous entourent, mais en pratique, comment faire ?

Le décret relatif au soutien et à la reconnaissance des Écoles De Devoirs d'avril 2004 précise à l'article 7 § 1er 5° qu'une École De Devoirs, pour être reconnue, doit « veiller à la coordination de son travail avec les autres acteurs sociaux et éducatifs de l'accueil de l'enfant et du jeune dans son environnement direct, en collaborant notamment avec les établissements scolaires d'où proviennent les enfants qui la fréquentent et leurs familles ».

Il est donc obligatoire pour les Écoles De Devoirs de travailler en partenariat avec les écoles. Le décret l'impose et comme vous l'avez lu précédemment, le décret Mission des écoles le précise également. Mais en pratique, bon nombre d'Écoles De Devoirs se voient fermer les portes des écoles. Les enseignants se referment et voient les animateurs en Écoles De Devoirs comme des « concurrents », des « adversaires » et non des collègues, des partenaires avec lesquels il est indispensable de collaborer pour le bien-être de l'enfant.

N'est-il pas vrai que l'objectif prioritaire des Écoles De Devoirs, tout comme celui des écoles, est de faire des jeunes de futurs Citoyens Responsables Autonomes Critiques et Solidaires (ce que nous appelons communément des CRACS) ? Alors, pourquoi ne pas travailler ensemble ? L'article précédent vous aura certainement permis de comprendre un peu mieux les peurs que peuvent avoir les enseignants par rapport à ce rapprochement éventuel entre le milieu scolaire et le milieu associatif. Prendre conscience des barrières et des peurs des enseignants, vous permettra d'être plus vigilants et de tout mettre en œuvre pour dépasser ses murs.

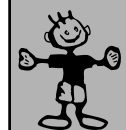
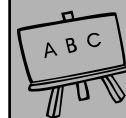
L'école n'est pas un milieu inaccessible mais il faut parfois beaucoup de persévérance avant

de pouvoir y rentrer. L'important est d'y croire et de continuer à vouloir établir des liens. Les écoles, comme les Écoles De Devoirs seront toutes gagnantes si elles collaborent et se soutiennent mutuellement.

Forte de cette certitude, la Fédération souhaite prendre contact avec le nouveau Ministre de l'Enseignement, Monsieur Dupont, afin de travailler ensemble à la mise en place d'un réel partenariat entre les Écoles De Devoirs et les écoles, et ce en vue de créer des synergies entre le milieu scolaire et le milieu associatif. Nous ne manquerons pas de vous tenir informé des échanges que nous aurons avec le Ministre.

En attendant, voici quelques témoignages d'écoles de devoirs qui collaborent efficacement avec les écoles. Ceux-ci vous permettront peut-être de vous donner des idées pour votre propre École De Devoirs. Il n'y a, en effet, pas de « recettes miracles » pour établir des liens avec les écoles si ce n'est de toujours y croire et d'être attentif à ne pas prendre le rôle de l'enseignant mais de lui montrer que ce dernier n'est pas seul et que vous êtes là pour l'aider et non le juger.

Stéphanie Demoulin,
coordinatrice FFEDD





Du côté des Écoles De Devoirs ...

Travailler en collaboration avec l'école



La Marguerite au sein des écoles...

Un témoignage des animateurs de l'Ecole De Devoirs de La Marguerite, à Liège.

Notre association **La Marguerite** a été créée il y a plus de vingt ans dans le quartier de la Sainte-Marguerite à Liège, quartier de zone prioritaire avec une population composée majoritairement d'immigrés et de primo-arrivants.

Afin de répondre aux besoins de la population du quartier, notre travail est divisé en deux secteurs principaux :

- une école de devoirs pour les enfants de 6 à 12 ans avec un accueil pour les enfants de 1ère secondaire, afin de favoriser le passage du primaire au secondaire
- l'alphabétisation, le français étant une langue étrangère pour les mamans.

Conscients de l'importance de travailler en collaboration avec l'école, tout un travail de partenariat a été mis en place.

Les enseignants sont demandeurs d'une telle aide...

Voici comment nous avons créé des liens avec les écoles, les enseignants et directeurs :

La première étape a d'abord été de prendre des **contacts téléphoniques**. Ainsi, **nous nous faisons connaître auprès des directions**. Dans notre cas, la plupart de nos enfants (50 inscrits à l'École De Devoirs) viennent de la même école. Nous avons donc concentré nos efforts sur celle-ci. Après 3 ans de travail, nous avons maintenant **2 réunions par an avec les enseignants**, une en début et une en fin d'année scolaire, sans oublier les rencontres avec la direction. Ce qui nous permet d'expliquer notre travail, notre fonctionnement ainsi que de coordonner des objectifs clairs par rapport à la scolarité des enfants. Ces réunions sont informelles, elles n'ont pas lieu dans le cadre du conseil de participation mais elles sont réelles et bénéfiques. Il est important de préciser que les enseignants sont demandeurs d'une telle aide. **Nous ne nous substituons pas à eux, nous sommes complémentaires de leur travail**. La difficulté principale n'est pas tant de convaincre les écoles de notre utilité mais plutôt de trouver du temps pour se rencontrer, échanger nos expériences et ainsi mettre en place de vraies synergies.



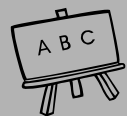
La Marguerite

Rue Sainte-Marguerite, 362

4000 Liège

Tel : 04/2250473

email : lamarguerite@skynet.be





Du côté des Écoles De Devoirs ... Travailler en collaboration avec l'école

Propos recueillis par Cécile Fanjul

Ateliers des Enfants et des Ados de Flémalle

Réunir les bons ingrédients avant de faire la soupe !

Bien souvent la collaboration entre école de devoirs et école est difficile, voire inexistante. L'École De Devoirs de Flémalle (Province de Liège) travaille depuis près de 22 ans en partenariat avec les écoles avoisinantes et les familles des enfants qu'elle accueille. Ici, il n'est nullement question de rivalité entre les acteurs du monde éducatif des enfants. Si cette situation peut paraître idéale, la motivation et le savoir-faire de l'équipe des «Ateliers des Enfants» et de «l'Atelier de Ados» y sont forcément pour quelque chose.

Madame De Pasqua coordonne les «Ateliers des enfants» et «l'Atelier des adolescents» flémallois depuis 1984. Logopède de formation, elle travaille également au centre de santé mentale de Flémalle. A l'heure actuelle, deux ateliers pour les enfants de l'enseignement primaire existent sur le territoire de Flémalle: «l'Atelier des Enfants de Flémalle-Grande», animé par Laurence et Nathalie et «l'Atelier des Enfants des Trixhes», animé par Anna et Aurore. Depuis 1997, un «Atelier des Ados» a été créé, Steve y aide les jeunes du secondaire en décrochage scolaire. Ces ateliers ont la particularité d'être le fruit d'une collaboration entre l'échevinat de la famille et de la petite enfance, l'échevinat de l'enseignement et le CPAS. Pas moins de 120 enfants issus de 13 écoles différentes (tous réseaux et types d'enseignement confondus) y sont accueillis quotidiennement. C'est dans une ambiance chaleureuse que nous avons rencontré la coordinatrice et son l'équipe.

Comment avez-vous réussi à établir un dialogue avec les écoles du quartier?

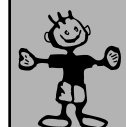
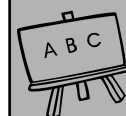
«En matière de partenariat avec les enseignants, on ne peut pas dire que nous avons éprouvé des difficultés», affirme Madame De Pasqua, la coordinatrice des Ateliers des enfants. «En 1984, suite à la demande de quelques familles de la



commune, le besoin de créer une structure d'accueil pour aider les enfants s'est fait sentir. L'objectif n'était pas de créer une autre école. On avait envie d'aller travailler dans les quartiers, plutôt que d'attendre que les familles viennent ici, au centre de guidance. Et c'est tout naturellement que nous nous sommes tournés vers l'échevinat de l'enseignement, de la famille et de la petite enfance l'infrastructure nécessaire (local, matériel) et des subsides permettant de rémunérer les animatrices. Il nous a cependant donné son aval, mais avec une période d'essai d'un an. L'échevin nous a donc fourni un local. Il a également négocié avec les différents pouvoirs organisateurs pour obtenir les subsides nécessaires pour l'engagement d'animatrices de l'Atelier».

Comment la relation avec les écoles flémalloises s'est-elle mise en place?

«L'échevin nous a fait rencontrer les enseignants de Flémalle», continue la coordinatrice. «Il souhaitait que nous expliquions aux enseignants ce que nous avions envie de faire. Donc le partenariat avec l'école s'est installé tout de suite, sans aucun problème. Cependant, même si nous n'avons pas réellement rencontré d'obstacles pour établir une relation constructive, nous avons été attentifs en réunissant





les bons ingrédients avant de faire la soupe», poursuit Madame De Pasqua, avec un grand sourire. «Il y a eu toute une réflexion auparavant. De plus, à l'issue de la période d'essai, l'échevin nous a tous revus pour faire le point. Il a établi le projet avec nous et avec les enseignants de l'école du quartier en tenant compte du taux de satisfaction des parents. Nous avons donc ouvert un second atelier à la demande même de l'échevin, cela ne venait pas de nous».

Comment avez-vous concrétisé votre réflexion autour du triangle éducatif ?

«Je vais dire que le travail sur le triangle éducatif était présent dès le début», explique Madame de Pasqua. «Grâce au travail des animatrices qui ont des contacts avec les enseignants pour tous les enfants qui viennent à l'atelier ainsi qu'avec leurs parents, le triangle n'a fait que se renforcer. A un tel point que les enseignants nous contactent quand ils sont inquiets à propos de certains enfants, car ils ne savent pas trop comment aborder les parents. Nous pouvons jouer un rôle d'intermédiaire entre l'école et les parents. Lors des réunions de parents, Steve, notre animateur de l'Atelier des Ados est présent. Ce sont les enseignants qui suggèrent aux parents de prendre contact avec lui, en cas de problème».

Quels conseils auriez vous à donner aux EDD qui souhaitent créer un partenariat avec les écoles de leur quartier ?

«A propos des bonnes relations entre Écoles De Devoirs et écoles, on ne peut pas parler ici de bonnes pratiques. On est un peu gênés car on ne les a pas inventées ces bonnes pratiques, elles étaient là dès le début. Maintenant, si les relations étaient présentes au départ, il faut reconnaître que nous les avons entretenues. **Il n'y a jamais eu de rivalités entre les ateliers des enfants et les écoles. Au contraire, il y a une complémentarité.** Les animateurs sont clairement identifiés par les

enseignants comme faisant partie intégrante du triangle éducatif et ayant une mission différente de celle de l'école», rajoute la coordinatrice. «Les animateurs ont cette richesse, qui leur donne un pouvoir de relais entre l'école et les familles. Nous n'avons pas eu peur de soumettre notre travail à la critique des enseignants et des parents. Quand on a peur, on trouve toutes les bonnes raisons de ne pas collaborer. Bien-sûr, nous n'avons pas toujours été d'accord, mais la collaboration n'a jamais été interrompue. Les animatrices sont également actives au sein de l'Interservice Social Flémallois. Sur le terrain, nous sommes régulièrement en contact avec une AMO, le Centre Communal des Jeunes, le CPAS, la police, si nécessaire. C'est un travail de coordination sociale qui a fait ses preuves et qui fait partie des pratiques flémalloises. Il ne nous viendrait pas à l'idée de travailler autrement. On ne cloisonne pas l'univers de l'enfant, si on veut vraiment le faire évoluer.

On l'aura compris, le but de l'équipe de Madame De Pasqua n'est pas de reproduire une école après l'école, mais bien d'offrir un lieu d'accueil, moins formel, où les parents peuvent jouer un rôle dans l'intégration sociale et scolaire de leurs enfants, sans la peur du regard du «professionnel». «C'est plus un travail social, de trottoir, de proximité. Nous allons vers les familles; nous n'attendons pas forcément qu'elles viennent vers nous» termine la coordinatrice.

Les Ateliers des Enfants flémallois démontrent clairement qu'une collaboration entre les Écoles De Devoirs et les enseignants est possible. Les résultats obtenus grâce au combat quotidien des animateurs sont la preuve vivante que la place de l'École De Devoirs dans le triangle éducatif est tout à fait légitime. De plus, vu la demande grandissante des parents de la commune, un projet d'ouverture d'un troisième atelier des enfants sur l'autre rive de Flémalle est en gestation. Si l'école est importante dans la vie d'un enfant, la famille l'est plus encore. Les animateurs, sensibilisés à l'Approche Systémique et au travail avec la Famille, l'ont bien compris. Ainsi, tout ce petit monde dialogue chaque jour, pour une meilleure prise en charge de l'enfant. Il y a fort à parier que grâce au travail de fourmis qui est réalisé ici, en parfaite synergie avec tous les intervenants, les enfants flémallois en difficulté réussiront sans nul doute à franchir les obstacles de l'inégalité.



L'Atelier des Enfants de Flémalle-Grande :

04/235.93.77

L'Atelier des Enfants des Trixhes : 04/275.91.51

L'Atelier des Ados de Flémalle : 04/233.43.23



Du côté des Écoles De Devoirs ... Travailler en collaboration avec les parents

La place des familles au "Courant d'air"

Myriam KNOTT et Dominique MARTENS, animatrices à l'EDD "Le Courant d'air"



Notre école de devoirs « **Le Courant d'air** » rassemble les familles les plus pauvres du quartier et mène avec elles des actions en vue d'un changement de leurs conditions de vie et de celles du quartier. Différentes activités y sont organisées :

- pour les enfants de 6 à 12 ans : les ateliers créatifs, activités ludiques, la bibliothèque de rue, la bande à Picsou...
- pour les adolescents de 12 à 15 ans : le soutien scolaire.

Des camps sont aussi organisés dans le but de développer l'esprit de groupe, la prise d'initiative et l'élaboration de projets.

Depuis la création de l'École De Devoirs, nous avons toujours mis l'accent sur **l'importance de la relation aux familles**. En effet, les parents ont un rôle essentiel dans l'éducation de leurs enfants. Nous prenons du temps pour le leur rappeler, nous ne sommes pas là pour les remplacer.

*Les parents ont un rôle essentiel dans l'éducation de leurs enfants...
Nous ne sommes pas là pour les remplacer !*

Notre travail consiste en un **soutien à l'éducation**. Concrètement, **les parents sont invités à venir régulièrement au « Courant d'air »**, que ce soit pour une rencontre avec les animateurs, pour une fête, une sortie ou une activité proposée.

De plus, tous les quinze jours, les familles (les parents avec les enfants pas encore scolarisés) peuvent se rencontrer, en matinée, pour débattre d'un thème qu'ils ont choisi et qui leur tient à cœur. La plupart du temps, nous invitons un intervenant extérieur, ce qui donne du poids au thème abordé. Certains parents veulent également préparer la présentation d'un sujet pour l'ensemble du groupe. Ils peuvent aussi venir se distraire autour d'une activité créative ou ludique.

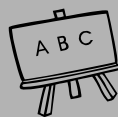
Ils sont nombreux à venir quand ils sentent qu'on a besoin d'eux. Nous sommes convaincus que **la plus grande exclusion est de se sentir inutile**. Par contre, si tous ces parents se sentent reconnus et valorisés comme personnes, ce ne peut être que bénéfique dans leurs relations avec leurs enfants. En plus, nous essayons d'être accueillants et de nous rencontrer dans un climat chaleureux : tasse de café, biscuits, ambiance conviviale...

Ce « projet parental » est le fruit d'un long travail avec les familles depuis une vingtaine d'années. Nous consacrons beaucoup de temps à la relation interpersonnelle, en visitant les familles, en prenant du temps avec les parents avant, pendant et après des activités (l'expression orale a plus d'impact qu'un courrier ou un quelconque écrit). En fait, toutes les activités développées dans l'asbl et tous les projets (Centre d'Expression et de Créativité, Ecole De Devoirs et bibliothèque de rue) n'ont de sens que parce qu'ils reposent sur une fondation et un fil conducteur : la relation aux familles et la dynamique familiale qui en découle.



87, rue Ponçay
4020 Bressoux-Liège
Tel: 04 342 47 89

77, RUE DU PONÇAY
4020 BRESSOUX-LIÈGE
TEL : 04 342 47 89





Du côté des Écoles De Devoirs ...

Travailler en collaboration avec les parents



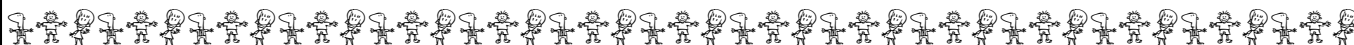
"Prenons le temps de vivre ensemble..."

Projet parentalité organisé par l'École De Devoirs Reine Astrid

L'École De Devoirs Reine Astrid de Mons a été créée en septembre 1986 par différents membres de la communauté éducative d'une importante école secondaire : des enseignants, des éducateurs, un directeur, des membres de l'équipe du centre P.M.S. et des parents représentant l'association des parents. Elle répondait à un besoin exprimé par de nombreux jeunes de première secondaire.

Son objectif est d'aider les jeunes de milieu défavorisé, commençant les études secondaires, à apprendre à organiser efficacement leur travail scolaire et leur permettre de pallier certaines lacunes qui pourraient entraver leur adaptation scolaire et sociale.

Les différentes activités organisées sont : École De Devoirs en petits groupes - jeux éducatifs - journées "extra-scolaires", à visée culturelle et récréative.



Dans le cadre de l'appel à projet « Soutien à la parentalité » lancé par la Ministre Fonck en 2006, l'École De Devoirs Reine Astrid a mis sur pied le projet « Prenons le temps de vivre ensemble... ».

L'objectif de ce projet était de restaurer, améliorer voire renforcer la relation parents – enfants par le biais d'une série de conférences et de mises en pratiques de sujets dits sensibles.

Le projet consistait en la mise en place de divers ateliers, gratuits et ouverts à tout public, parents et enfants de tous âges, menés par des professionnels.

Les thématiques abordées durant les ateliers étaient les suivantes :

- ☞ **"Gestion du stress et du sommeil"**, animé par Mme Lespagnol, sophrologue
- ☞ **"Jeux de société"**, animé par Mme Marbaix de la Coordination des Ecoles de devoirs du Hainaut
- ☞ **"Equilibre alimentaire"**, animé par Mme Lepape, diététicienne
- ☞ **"La différence"**, animé par les animateurs de l'École De Devoirs
- ☞ **"La sexualité des jeunes"**, animé par la Planning Familial de Mons

Une première évaluation du projet permet de mettre en avant les éléments positifs suivants :

- la gratuité est un facteur important d'ouverture au public
- pour la mise en place des activités, il est important de tenir compte des disponibilités de chaque participant (ne pas faire un atelier un mardi matin en pleine période scolaire si nous souhaitons toucher les enfants et les parents !)
- les ateliers ont permis aux parents et animateurs en Écoles De Devoirs de faire plus amples connaissances et ce, dans un contexte différent de l'École De Devoirs
- cela a permis aux parents et aux enfants de se retrouver dans un autre contexte avec des intervenants qui pouvaient servir d'intermédiaire ou de médiateur entre eux, ce qui a facilité la communication.

Par contre, ils ont pu constater qu'il est primordial, avant la mise en place d'un tel projet, de :

- consulter les participants au préalable afin de connaître leurs besoins, les sujets qui les intéressent le plus
- ne pas hésiter à sortir du cadre et des locaux de l'École De Devoirs. Il est important, pour les participants comme pour les animateurs de l'École De Devoirs, de pouvoir voir ailleurs, ce qui se passe !
- travailler la promotion des activités et s'assurer qu'une publicité efficace est mise en place.



L'École des Devoirs Reine Astrid

Rue des Caches, 2

7000 Mons

Tel : 0476/57.07.89 ou 065/36.20.11



Pour approfondir le sujet...

Écoles De Devoirs: entre écoles et familles – Actes de la journée d'études du 21 octobre 1997.
Commission communauté française, avec la collaboration de la Coordination des Écoles De Devoirs de Bruxelles.

L'école et les parents: la grande explication, de Philippe Meirieu.
Ed. Plon, 2000.

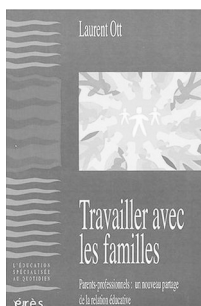
Dans la cacophonie actuelle des débats sur l'Ecole, les parents sont systématiquement pris à partie. Enrôlés par les uns pour dénoncer la baisse du niveau et l'abandon des exigences culturelles, ils sont stigmatisés par les autres pour leurs comportements égoïstes, la recherche effrénée de l'intérêt de leurs propres enfants. De leur côté, les parents s'inquiètent : Quel crédit accorder aux notes et bulletins scolaires ? Faut-il suivre en détail le travail scolaire à la maison ? Comment lutter contre la montée de la violence à l'école ? C'est à ces questions et à bien d'autres que s'attache cet ouvrage.

Famille, École et collectivité, de B. Favre, J.-M. Jaeggi et F. Osiek
Service de recherche en éducation, Genève, 2004
<http://www.geneve.ch/sred/publications/docsred/2004/FamilleEcole.pdf>

Les parents et l'école
Lettre d'information n°22 du service VST, institut national de recherche pédagogique, 2006.
<http://www.inrp.fr/vst/LettreVST/novembre2006.htm>

« Comparaison des relations entre l'éducation parentale et les performances scolaires dans deux milieux socio-culturels contrastés (populaire et non populaire): Pratiques éducatives familiales et scolarisation », de

Tazouti Youssef, Flieller André & Vrignaud Pierre
in Revue française de pédagogie n°151 : p. 29 – 46



Travailler avec les familles - Parents-professionnels : un nouveau partage de la relation éducative, de Laurent Ott
Ed. Eres, 2006.

S'appuyant sur une pratique vivante et des situations rencontrées et vécues dans différents types de structures, l'auteur nous invite à appréhender autrement les difficultés de communication et les malentendus qui grèvent trop souvent la relation parents/professionnels, et propose des pistes d'action et de réflexion.

La relation école - familles : "Peut mieux faire", de Judith Migeot-Alvaro
Ed. ESF, 2000.

À quand un véritable partenariat entre l'école et les familles ? C'est la question que pose Judith Migeot-Alvarado cherchant à comprendre pourquoi, entre école et familles, "il y a des tensions, des pressions et des réactions qui rendent complexe la relation entre ces deux instances d'éducation et de socialisation". À quoi est dû ce blocage ? De "l'école sanctuaire" à l'exigence d'une "école ouverte" sur le monde extérieur, l'ouvrage propose un état des lieux de la relation école-famille qui donne la parole aux différents acteurs.

Motivation des parents à participer au suivi scolaire de leur enfant au primaire, de Roland Deslandes & Richard Bertrand
in Revue des sciences de l'éducation, Vol. XXX, no 2, 2004, p. 411 à 433
www.erudit.org/revue/rse/2004/v30/n2/012675ar.pdf

CENTRE DE DOCUMENTATION DE LA FFEDD



Le Centre de documentation de la FFEDD vous propose plusieurs centaines de livres, revues, outils pédagogiques... à consulter sur place ou à emprunter (possibilité d'envoi par correspondance).

Accès : croisement rue d'Harscamp et boulevard Isabelle Brunell (Namur),
entrée par la grille CPAS.

Tel : 081/24.25.21 - Fax : 081/24.25.23 - Email : biblio@ffedd.be

<http://www.ffedd.be>

Du lundi au vendredi sur rendez-vous



Livres

Quelques pistes de réflexion... au rayon des nouveautés.

DE L'ÉCHEC SCOLAIRE AU BONHEUR D'APPRENDRE

de Madeleine Khalifaa (Préface de Serge Boimare)

L'Harmattan, février 2008, 272 p., ISBN 978-2-296-05027-3

L'échec scolaire est-il brusquement devenu un thème à la mode ou est-il, depuis toujours, une souffrance contenue tant pour les enfants et les jeunes qui le vivent que pour leurs parents ? Dans cet ouvrage, l'auteur retrace les luttes et les souffrances vécues des enfants qui tentent désespérément d'acquiescer, chaque jour, dans les classes, les bases rudimentaires du savoir.

AUTORITÉ ET CONDUITE DE CLASSE

de Franck Léonard

Ed. Nathan, coll. Education en poche, février 2008, 128p.

A l'école, la question de l'autorité du professeur est plus que jamais d'actualité: est-il nécessaire de la renforcer, de la restaurer, de la reconstruire ?

En quoi conditionne-t-elle les progrès des élèves ? Sujet à la mode pour certains, sujet douloureux ou tabou pour d'autres, l'autorité et son exercice sont au centre des préoccupations de nombreux enseignants, parents et élèves.

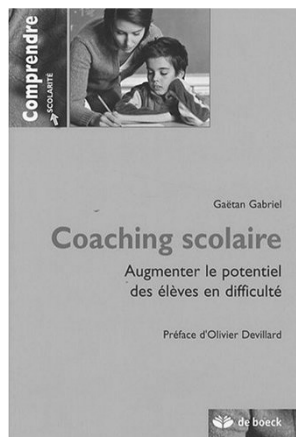
COACHING SCOLAIRE : AUGMENTER LE POTENTIEL DES ÉLÈVES EN DIFFICULTÉ

de Gaëtan Gabriel

Ed. De Boeck, février 2008, 128 p.

Si un jeune ne travaille pas, ne change pas, ne bouge pas malgré les encouragements, malgré les punitions et réprimandes, malgré les interventions des parents, professeurs, éducateurs, psychologues...c'est qu'il est drôlement motivé....

Comment aller au-delà des constats et commentaires peu mobilisateurs : "il n'étudie pas", "il se moque de l'école"...? Comment avoir un regard positif et constructif



sur les situations? Comment mobiliser le potentiel du jeune? Comment accompagner un étudiant dans la gestion de sa scolarité dans ses différentes dimensions? Comment aborder le jeune, lui parler, lui faire prendre conscience de son mode de fonctionnement? Comment l'accompagner dans l'atteinte de ses objectifs? Comment le rendre responsable dans ses choix?

Comment construire une démarche qui ne soit pas thérapeutique ou pédagogique ou sociale tout en s'occupant du psychologique, de l'apprentissage et du contexte?

En d'autres mots, qu'est-ce que le coaching scolaire? Le texte présente la synthèse d'une action-réflexion qui balise ce nouveau terrain d'intervention.

FIN DE RÉCRÉ : POUR UNE REFONDATION DE L'ÉCOLE

de Jean-Paul Brighelli

Editeur Jean-Claude Gawsewitch, mars 2008, 320 p.

Changer l'école, modifier les programmes, adapter les horaires, approfondir la formation des enseignants, renouveler le rapport aux parents, changer les habitudes des élèves...

Fin de récré achève l'autopsie d'une école en faillite, et propose mille pistes pour la rénover - pour la refonder.

De la Maternelle à l'Université, tout reste à faire. Penser autrement. Cesser de demander encore et toujours des "moyens". Ne plus gâcher ceux dont nous disposons. C'est d'une révolution qualitative que l'École a besoin.

FORMATIONS GRATUITES POUR LES RESPONSABLES D'ÉCOLES DE DEVOIRS, DE STRUCTURES D'ACCUEIL EXTRASCOLAIRE

L'Institut Central des Cadres (ICC) propose, aux responsables d'écoles de devoirs et d'accueils extra scolaire, des formations gratuites dans le cadre du programme de formations de l'ONE.

Les nouvelles formations à venir sont :

- Conduite de réunion, à Tournai, les 28 et 29 avril
- Coordination d'une équipe, à Liège, les 5 – 6 et 13 mai
- Elaborer et vivre un projet d'accueil, à Liège, 15 et 16 mai
- Gestion de conflits et négociation, à Charleroi, les 19 – 20 mai et les 2 – 3 juin

Pour tous renseignements, contacter Edith Sevrin au 02/230.26.06 ou par mail edith.sevrin@icc-formation.be



Faites ensemble



Coala a 20 ans et 20 ans ça se fête... ensemble !

Alors, le 10 mai 2008, tous à Chevetogne !

Venez faire la fête avec nous à l'occasion de notre anniversaire !

FAIRE : Coala est actif dans le secteur de l'animation au sens large. La participation active est notre maître-mot.

LA FETE : Coala défend depuis ses débuts l'idée de la convivialité, de l'amusement et de l'entente.

ENSEMBLE : Coala prône la coopération et la tolérance dans toutes ses activités.

Nous vous accueillerons dès 10 heures à notre stand situé à l'entrée du domaine.

Si vous désirez une invitation, n'hésitez pas à prendre contact avec le secrétariat de Coala. Sur présentation de cette invitation et en échange de 3 €, vous accéderez ensuite à tout ce que le domaine de Chevetogne propose ainsi qu'aux diverses activités que nous aurons concoctées spécialement pour l'occasion !

Infos : 010/22.44.49 - www.coalanet.org

1988 - 2008 : 20 années au cœur de l'animation

Été 1988, une quinzaine d'enfants participent à un séjour de vacances baptisé le « trèfle à 4 feuilles ». Nous sommes 5 jeunes, animateurs dans l'âme et bénévoles motivés. Il s'agit du premier aboutissement de « notre » asbl, sympathiquement baptisée COALA pour Centre d'Organisation et d'Animation de Loisirs Actifs. Aujourd'hui, nous entamons l'année culturelle de nos 20 ans d'existence... Des centaines de projets ont suivi ce premier séjour, les objectifs se sont développés et structurés, l'équipe s'est étoffée et professionnalisée, des milliers d'enfants ont été Coalassiens. Il y a eu les reconnaissances officielles, des enfants, des jeunes, des parents... et officielles, de la Communauté française, de l'ONE, du FESC, de la région wallonne... De la motivation de 5 jeunes sont nées 5 régionales... Au quotidien, nous agissons pour les loisirs collectifs comme moyen de développement global, pour l'engagement volontaire comme source d'apprentissages, pour le secteur extrascolaire comme 3e espace-temps éducatif.

Notre rallye pedestre ludique

Départ entre 10h30 et 15h00

Baladez-vous sur notre parcours et participez aux diverses épreuves proposées par nos animateurs. Un peu de sport, un peu d'adresse, un peu de réflexion et beaucoup de fous-rires vous attendent...

La maison des loisirs

Venez découvrir la maison réalisée par les enfants des écoles partenaires de Coala. Une maison en boîtes à chaussures sur lesquelles les enfants ont représenté leurs loisirs. N'hésitez pas à voter pour votre boîte préférée : la boîte gagnante permettra aux enfants qui l'ont réalisée de partir en week-end dans un gîte Coala !

Notre exposition-souvenirs

Photos, documents et grand rassemblement de koalas ! Pour se souvenir ou tout simplement découvrir...

Les Zyrgomatik - Spectacle à 16h30

Ce duo clownesque rejoue, de façon frelatée et originale, l'inépuisable dynamique du maître et de l'esclave, de l'auguste et du clown blanc, du rire et du bide. Leur doctrine est à la fois simple et évidente : 'Tous cousins'. Ainsi, trimbalant leurs valises remplies d'armes de distraction massive, ils vont à la rencontre d'autres cousins, les invitant à entrer dans leur univers.

<http://www.zyrgomatik.be>

Cré Tonnerre - Concert à 20H00 - 10 € (8€ en prévente)

Cré Tonnerre, c'est l'équipage d'une valeureuse coque de noix, qui par tous les temps et dans tous les ports, célèbre une folie qui se danse et se chante et se claque des mains.... Nés de la magie des rencontres, ils sont quatre entraînés par les mêmes vents et courants marins.

Radio Pirate, leur nouvel opus haut en couleurs musicales, vous emmène sur des rythmes reggae, rock et traditionnels, à la découverte de leur univers loufoque et surprenant.

<http://www.cretonnerre.be>

Les jeunes des Ateliers Créatifs
de la Fabrique de Soi
ont très envie
de vous rencontrer au vernissage
de leur troisième expo annuelle
le vendredi 16 mai à 18h30



Exposition les 17, 18 & 24, 25 mai 2008
de 10 à 14h
au Centre Culturel de Tubize
Boulevard G. Deryck, 124



entre-vues



Commandez les anciens numéros de la Filoche :



n.1 Le Jeu:
Source de plaisir
et d'apprentissage
Prix : 1,56€



n.2 Dialoguer et
non abdiquer - Le
royaume des
enfants-rois !
Prix : 1,56 €



n.3 La lecture :
un plaisir pour
tous ?
Prix : 1,56€



n.4 Prévention et sécurité : La
sécurité, une valeur sûre dans le
milieu d'accueil !
Prix :
affiliés : 3€ + Frais de port
autres : 5€ + Frais de port



La créativité, parlons-en !
Prix :
affiliés : 3€
autres : 6€

Renseignements : www.ffedd.be - info@ffedd.be